

LANCEMENT DE L'UNITÉ  
«GENERAL PLASTIC INJECTION»

# La sous-traitance automobile renforcée

*L'inauguration, jeudi à Tissemsilt, d'une unité spécialisée dans la production de composants et accessoires plastiques pour automobiles marque le lancement d'une dynamique destinée à réduire le recours aux importations et à renforcer l'intégration nationale. Avec une capacité destinée à couvrir les besoins de 150 000 à 200 000 véhicules par an, l'usine entend ainsi porter progressivement son taux d'intégration de 40 % à 70 %, voire plus.* P 3



TOURISME

**Lancement de la  
marque hôtelière  
"Elcazar Tlemcen"**

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé à Tlemcen le lancement de la première marque hôtelière nationale algérienne, « Elcazar Tlemcen », nouvelle appellation de l'ex-hôtel « Renaissance », situé sur le plateau de Lalla-Setti.

P 2

GAZODUC TRANS-SAHARIEN

**Le tronçon nigérien  
lancé dès octobre**

Après la validation, en juin dernier à Alger, du rapport final de l'étude de faisabilité actualisée du projet du Gazoduc Trans-Saharien (TSGP) et le lancement des travaux de terrain côté algérien, le Niger mobilisera dès octobre prochain ses équipes pour finaliser le tracé, procéder au bornage topographique et engager les démarches réglementaires. Cette nouvelle phase doit contribuer à faire progresser la préparation de cette infrastructure, que Niamey présente également comme un vecteur de développement énergétique et industriel le long de son tracé.

P 3

PROJET DE PHOSPHATE  
INTÉGRÉ

**Le grand chantier prend  
forme**

Le projet de phosphate intégré, l'un des plus grands chantiers industriels d'Algérie, a connu plusieurs avancées majeures, marquées par une série de visites de terrain du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, accompagné d'une forte délégation ministérielle, dont le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi.

P 5

SALON "ECSEL EXPO 2026"

**Plus de 260 exposants dans le  
secteur du e-commerce  
attendus à la 5<sup>e</sup> édition** P 2

ALGÉRIE-CHINE

**De nouvelles perspectives de  
coopération dans le domaine  
de la formation** P 4

MOSTAGANEM

**Ensemencement de plus de  
400.000 alevins de daurade  
royale** P 6

SALON "ECSEL EXPO 2026"  
Plus de 260 exposants dans le secteur du e-commerce attendus à la 5e édition

Plus de 260 exposants prendront part à la 5e édition du Salon du e-commerce et des services en ligne "Ecsel Expo 2026", prévue du 7 au 10 octobre au Palais des Expositions des Pins Maritimes (SAFEX) à Alger, ont annoncé samedi les organisateurs de cette manifestation. Cette édition réunira sur une superficie de près de 12.000 m2 des entreprises, startups, acteurs technologiques, prestataires de services et professionnels autour des évolutions du commerce électronique, des services en ligne et de la transformation numérique. Intervenant lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'accélérateur de startup "Algeria Venture", l'organisateur du salon, Chemseddine Habhouh, a souligné l'évolution de la manifestation depuis sa première édition, qui comptait 64 exposants, contre plus de 260 participants attendus cette année. Il a affirmé que plusieurs startups ont choisi "Ecsel Expo" comme plateforme pour présenter leurs services et échanger autour des évolutions du marché, notamment en matière de souveraineté numérique en Algérie. Selon M. Habhouh, cette question revêt une importance particulière au regard des évolutions enregistrées à l'échelle mondiale, ajoutant que le salon vise également à sensibiliser les jeunes entrepreneurs à ces enjeux. Le programme de cette édition prévoit des conférences consacrées à plusieurs thématiques liées au e-commerce, à la digitalisation des services, à la logistique et à l'innovation. L'événement se déroulera sous le parrainage du ministère de l'Economie de la connaissance et des Startups, du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national et du ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Pour sa part, la directrice de la communication et du marketing d'Algeria Venture, Amina Bacha, a noté que "Ecsel Expo" contribuera à la consolidation de l'économie numérique nationale. Elle a indiqué que plusieurs startups de l'écosystème accompagnées ou labellisées par Algeria Venture participeront à cette manifestation, qui constitue, selon elle, une opportunité de favoriser les contacts entre entreprises et partenaires et de faciliter l'accès aux marchés. Algeria Venture participera également à deux panels consacrés notamment à l'"open innovation" et au développement des parcours d'accompagnement des startups.

R. E.

TOURISME

Lancement de la marque hôtelière “Elcazar Tlemcen”

La ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Houria Meddahi, a présidé à Tlemcen le lancement de la première marque hôtelière nationale algérienne, « Elcazar Tlemcen », nouvelle appellation de l'ex-hôtel « Renaissance », situé sur le plateau de Lalla-Setti. Elle a présenté cette initiative comme une étape clé vers une identité hôtelière algérienne authentique, tout en conservant le classement et les standards de l'établissement, sous la supervision de la Société algérienne d'investissement hôtelier.

Synthèse Z. R.

Le nom "Elcazar" ("le palais") s'inspire du patrimoine andalou de Tlemcen. La ministre y voit un moyen de renforcer la carte hôtelière nationale, d'attirer les investissements et de positionner Tlemcen comme destination touristique majeure, tout en insistant sur l'importance de la formation des ressources humaines dans le secteur. Pour Mme Meddahi, cette initiative traduit la dynamique de transformation que connaît actuellement le secteur hôtelier algérien, porté par une vision stratégique visant à hisser les services nationaux aux plus hauts standards de qualité et de durabilité. Elle y voit également un défi assumé : celui d'entrer résolument dans l'arène de l'hôtellerie internationale pour rivaliser avec les grandes enseignes mondiales. Le choix de Tlemcen pour ce lancement n'est pas anodin, a-t-elle souligné, y voyant un message fort sur l'importance stratégique accordée à la valorisation du patrimoine historique et touristique de la wilaya. Cette marque devrait, se-

lon elle, renforcer la carte hôtelière nationale, attirer de nouveaux investissements et positionner Tlemcen comme destination touristique de premier plan en cohérence avec la vision présidentielle de diversification économique à travers le tourisme. La ministre a par ailleurs insisté sur un point qu'elle juge déterminant. La réussite d'une telle marque repose avant tout sur l'investissement dans les ressources humaines, via la formation et la qualification des compétences nationales. Plus tôt dans la journée, lors d'une visite à plusieurs structures relevant de son secteur au Palais "El-Mechouar", au centre-ville de Tlemcen, Mme Meddahi avait abordé un autre volet essentiel de sa feuille de route, à savoir l'accompagnement des artisans. Elle a appelé à multiplier les programmes de formation et de qualification en leur faveur, insistant particulièrement sur la nécessité d'étendre cet accompagnement aux zones reculées. Une attention particulière a été portée aux femmes artisanes des zones rurales, détentrices de savoir-faire traditionnels authentiques, pour lesquelles la

ministre a préconisé des sessions de formation dédiées, afin de transformer leurs compétences en activités économiques durables. Mme Meddahi a également plaidé pour une meilleure représentation des artisans dans les expositions et manifestations nationales et internationales, avec une mise en valeur particulière du costume traditionnel algérien, élément emblématique de l'identité nationale. Elle a salué le rôle de la Chambre de l'artisanat et de l'industrie traditionnelle de Tlemcen, dont l'implantation en zone touristique et historique permet aux artisans de commercialiser directement leurs produits auprès des visiteurs. Une annonce notable a également été faite : la préparation d'une marque d'authenticité dédiée au tissage traditionnel "El Tafattis" de la wilaya de Timimoun, l'un des plus anciens savoir-faire textiles du pays. La visite ministérielle s'est achevée par l'inspection de plusieurs autres structures, notamment l'hôtel "Les Zianides", des installations situées au niveau de la citadelle du Mechouar, ainsi que la station thermale de Hammam Boughrara.

CNR

“Assistant virtuel”, un nouveau service numérique pour prendre en charge les préoccupations des retraités

La Caisse Nationale des Retraites (CNR) a annoncé, jeudi, dans un communiqué, le lancement du nouveau service numérique "Assistant virtuel", dans le cadre de la poursuite de son programme de développement des services à distance, de renforcement de la transformation numérique et de prise en charge optimale des préoccupations des retraités. "En application des orientations du

ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale visant à accompagner les citoyens et à répondre à leurs préoccupations, un nouveau service numérique a été lancé, un +Assistant virtuel+ (Chatbot), accessible via le site officiel de la CNR : www.cnr.dz, et ce, dans le cadre de la poursuite de son programme ambitieux de développement des services à distance et de renforcement de la transformation numérique",

précise la même source. Cette initiative s'inscrit dans la continuité des efforts de la Caisse visant à "rapprocher l'information fiable des retraités, des ayants droit et des différents usagers, et à améliorer la qualité du service public, contribuant à réduire les déplacements vers les agences locales et permettant un gain de temps et d'effort aux citoyens". Cet outil intelligent, ajoute le commu-

niqué, "offre la possibilité de s'informer sur les différentes informations liées au système national de retraite 24H/24 et 7J/7". Il comprend également "une base de données exhaustive contenant des réponses préétablies aux principales questions courantes et prévisibles", permettant ainsi à l'utilisateur d'accéder à l'information recherchée rapidement et facilement, sans complication ni attente".

TRAVAIL, EMPLOI ET SÉCURITÉ SOCIALE

Le ministre se réunit avec les cadres de l’ANEM

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Hattab, a tenu une réunion avec les cadres de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), consacrée à l'examen du rôle de l'Agence dans l'accompagnement des évolutions du marché du travail et à la recherche des moyens à même de rendre ses services davantage adaptés aux besoins réels des demandeurs d'emploi et des entreprises économiques, indique vendredi un communiqué du ministère. Tenue jeudi, la réunion a porté sur les "mécanismes d'amélioration de l'intermédiation sur le marché du travail, notamment à travers le développement d'outils permettant d'identifier les besoins des entreprises et de les mettre en adéquation de ma-

nière plus précise avec les profils des demandeurs d'emploi, de manière à renforcer l'efficacité du processus de rapprochement entre l'offre et la demande de travail", précise la même source. Dans ce cadre, le ministre a donné des instructions pour "réviser et développer les mécanismes de fonctionnement de l'Agence, en renforçant le recours à la numérisation et aux données dans le suivi du marché du travail et l'anticipation de ses besoins, tout en améliorant les outils d'orientation et d'accompagnement au profit des demandeurs d'emploi, avec le souci de garantir la transparence et l'équité dans l'examen et le traitement des dossiers, conformément à des critères clairs et uniformes", ajoute le communiqué. M. Hattab a également souligné "la

nécessité de renforcer la coordination entre l'ANEM, les établissements de formation professionnelle, les universités et les entreprises économiques, de manière à contribuer à réduire l'écart entre les résultats de la formation et les besoins réels du marché du travail et à favoriser l'employabilité des jeunes". Le ministre a appelé à "insuffler une nouvelle dynamique aux services de l'Agence, fondée sur la rapidité de réponse, la précision dans l'orientation des demandeurs d'emploi et une meilleure compréhension des besoins des entreprises, afin de faire de l'intermédiation un véritable outil de soutien à l'emploi et d'accompagnement des mutations économiques que connaît le pays", conclut la même source. APS

Quotidien economique

Les EnjeuxEco

Edité par la SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication  
Radji Zahir

Siège social  
Maison de la presse  
01, rue Bachir Attar  
Sidi M'hamed Alger  
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ovargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

LANCEMENT DE L'UNITÉ « GENERAL PLASTIC INJECTION »

# La sous-traitance automobile renforcée

*L'inauguration, jeudi à Tissemsilt, d'une unité spécialisée dans la production de composants et accessoires plastiques pour automobiles marque le lancement d'une dynamique destinée à réduire le recours aux importations et à renforcer l'intégration nationale. Avec une capacité destinée à couvrir les besoins de 150 000 à 200 000 véhicules par an, l'usine entend ainsi porter progressivement son taux d'intégration de 40 % à 70 %, voire plus.*

Par Selma R.

Située dans la zone industrielle de Sidi Mansour, dans la commune de Khe-misti, l'unité « General Plastic Injection », qui relève du groupe public Algeria Chemical Specialities (ACS Holding), est appelée à jouer un rôle central dans l'approvisionnement des programmes de fabrication et de montage automobile. Dotée de 14 machines, elle peut ainsi fabriquer quelque 12 500 types et références de pièces plastiques, de différentes dimensions. Selon les données présentées lors de l'inauguration, l'unité doit produire jusqu'à 251 000 pièces par an, destinées à équiper près de 200 000 véhicules. Le taux d'intégration nationale est quant à lui estimé à 40 % dans une première phase, avec un objectif de 70 % à terme, cette montée en puissance devant permettre d'élargir progressivement la part des composants fabriqués en Algérie dans les véhicules produits localement. Le gouvernement entend faire de cette unité un maillon concret des chaînes d'approvisionnement de l'industrie automobile. Le Premier ministre Sifi Ghrieb a ainsi annoncé que le 31 décembre 2026 constituera le dernier délai pour l'importation des pièces plastiques entrant dans la fabrication et le montage des véhicules, lorsqu'elles peuvent être produites localement. « Tous les opérateurs agréés en Algérie dans la fabrication et le montage automobile seront, à compter de la fin de l'année, tenus de s'appuyer sur la production de l'usine de Tissemsilt pour les

pièces plastiques pouvant être fabriquées localement », a-t-il déclaré, précisant que cette orientation sera encadrée par « un cahier des charges clair ». Cette mesure donne ainsi une nouvelle dimension à la sous-traitance : il ne s'agit plus seulement d'accroître les capacités de production, mais bien de créer un débouché industriel garanti pour les fournisseurs locaux et d'intégrer davantage les entreprises algériennes dans les chaînes de production automobile. Sifi Ghrieb a d'ailleurs insisté sur la nécessité d'atteindre un « taux d'intégration effectif », l'enjeu étant selon lui de construire une industrie mécanique à forte valeur ajoutée, plutôt que de s'en tenir à une simple activité d'assemblage. Le potentiel commercial de l'unité commence par ailleurs à se matérialiser. Le PDG d'ACS Holding, Samir Yahiaoui, a ainsi indiqué que des accords avaient été signés avec dix constructeurs automobiles opérant en Algérie, l'usine visant un chiffre d'affaires initial de 7 milliards de dinars, soit environ 52 millions de dollars, selon ses déclarations à « Asharq Business News ». « Nous avons signé des accords avec 10 constructeurs automobiles », a-t-il précisé, ajoutant que l'usine est en mesure de répondre aux besoins de 150 000 à 200 000 véhicules par an. Cette première base contractuelle constitue un élément important pour assurer un plan de charge à l'unité et favoriser la structuration d'un réseau de sous-traitants autour de l'industrie automobile. L'objectif affiché ne se limite toutefois pas au seul secteur automobile, puisque l'usine dispose d'une large

gamme de production pouvant intéresser plusieurs filières industrielles, notamment l'électroménager, les câbles, les réfrigérateurs, les climatiseurs, les équipements médicaux, l'emballage et les articles ménagers. Le Premier ministre a d'ailleurs appelé les industriels de l'électroménager et de l'électronique à intégrer davantage les composants produits par cette unité dans leurs chaînes de fabrication. La mise en service de General Plastic Injection s'inscrit dans une stratégie plus large visant à constituer un tissu industriel intégré. Pour Sifi Ghrieb, l'entrée en activité de cette unité doit contribuer à « élargir le réseau des équipementiers locaux », à augmenter les capacités de production et à renforcer l'intégration des entreprises nationales dans les chaînes d'approvisionnement. Cette approche place ainsi la sous-traitance au cœur de la construction de l'industrie automobile, la production locale de pièces plastiques pouvant servir de point d'appui à l'émergence d'autres activités spécialisées, notamment dans les moules, l'outillage et la logistique industrielle. Le gouvernement prévoit par ailleurs de nouveaux investissements afin de compléter la chaîne d'intégration des matériaux plastiques et d'élargir la gamme de composants fabriqués localement. Avec 300 emplois directs et 500 emplois indirects annoncés, l'unité de Tissemsilt devrait ainsi favoriser l'émergence de nouvelles PME spécialisées et renforcer les activités de transport, de logistique et de transformation du plastique dans la région.

## GAZODUC TRANS-SAHARIEN

### Le tronçon nigérien lancé dès octobre

Par S. R.

Après la validation, en juin dernier à Alger, du rapport final de l'étude de faisabilité actualisée du projet du Gazoduc Trans-Saharien (TSGP) et le lancement des travaux de terrain côté algérien, le Niger mobilisera dès octobre prochain ses équipes pour finaliser le tracé, procéder au bornage topographique et engager les démarches réglementaires. Cette nouvelle phase doit contribuer à faire progresser la préparation de cette infrastructure, que Niamey présente également comme un vecteur de développement énergétique et industriel le long de son tracé. Le calendrier du Gazoduc Trans-Saharien commence ainsi à se préciser. Dans un entretien accordé à AL24 News, le ministre nigérien du Pétrole, Hamadou Tini, a indiqué que les équipes de son département seront mobilisées dès le début du mois d'octobre pour poursuivre les opérations liées au tracé du gazoduc. « Cette phase portera notamment sur la finalisation du tracé, le bornage topographique et l'obtention des autorisations réglementaires nécessaires. Cette nouvelle étape intervient après la validation, le 3 juin 2026 à Alger, du rapport final de l'étude de faisabilité actualisée du TSGP. Dès le 4 juin, les travaux de terrain ont d'ailleurs été lancés côté algérien à Aoulef, dans la wilaya d'Adrar », a-t-il expliqué.

La mobilisation prochaine des équipes nigériennes doit permettre de poursuivre ces opérations sur le territoire du Niger et de faire avancer la préparation de l'infrastructure. Pour le ministre, le projet ne se limite toutefois pas à sa fonction de transport du gaz. « Notre vision du TSGP est plus large que celle d'un simple projet d'acheminement de gaz », a-t-il déclaré. Le ministre défend en effet une approche dans laquelle les ressources énergétiques doivent d'abord contribuer à la création de valeur au niveau national. Le développement du TSGP doit, dans cette perspective, accompagner l'industrialisation du Niger et favoriser l'émergence de nouvelles activités économiques autour de son tracé. « Le gazoduc ne doit pas être considéré comme un simple "tuyau" destiné à transporter du gaz vers l'Algérie et, à terme, vers la Méditerranée et l'Europe. Il doit plutôt devenir un véritable vecteur de développement le long de son tracé au Niger », a-t-il insisté. Cette approche doit notamment permettre de valoriser le gaz dans l'économie nigérienne. Hamadou Tini met ainsi en avant plusieurs usages potentiels, parmi lesquels la production d'électricité, l'alimentation énergétique des industries locales, le développement de l'agriculture et la production d'engrais. Cette vision rejoint l'évolution que Niamey souhaite donner à son partenariat énergétique avec Alger. « Il ne s'agit plus simplement d'extraire les matières premières », résume en substance le

ministre, l'objectif étant désormais de développer un écosystème intégré reposant sur la transformation locale, le transfert de savoir-faire et le renforcement des compétences nigériennes. Le partenariat entre l'Algérie et le Niger couvre ainsi plusieurs segments de la chaîne des hydrocarbures, avec un accent mis sur la transformation locale, le renforcement des capacités et le développement des compétences. Il s'appuie notamment sur les forages de Kafra, dont les ressources potentielles sont estimées à 2,5 milliards de barils, l'exploration de Bilma, l'appui technique à la raffinerie de Zinder prévu en 2027 et l'accompagnement dans la commercialisation des flux d'Agadem. L'objectif affiché est de favoriser une plus grande valorisation locale des ressources, notamment dans des activités telles que la production de bitume ou la pétrochimie. Cette coopération repose également sur le transfert de technologie et la formation. Selon Hamadou Tini, les projets menés avec Sonatrach doivent comporter un volet consacré au renforcement des compétences nigériennes, notamment par des stages dans les installations algériennes et la constitution d'équipes mixtes sur le terrain. L'ambition est de permettre aux ingénieurs et techniciens nigériens d'acquérir progressivement les compétences nécessaires à la conduite de l'industrie pétrolière nationale.

#### SALON ET CONFÉRENCE NAPEC

**La 14e édition prévue du 5 au 7 octobre à Oran**

La 14e édition du Salon et de la Conférence sur l'énergie et l'hydrogène en Afrique et en Méditerranée, "Africa & Mediterranean Energy & Hydrogen Exhibition and Conference" (NAPEC), se tiendra du 5 au 7 octobre prochain au Centre des conventions d'Oran "Mohamed-Benahmed", avec la participation de nombreux acteurs nationaux et internationaux du secteur de l'énergie, a-t-on appris des organisateurs. Cette manifestation constitue un espace de rencontre et d'échange réunissant des compagnies nationales et internationales, des entreprises énergétiques, des fournisseurs de technologies et de solutions, des groupes spécialisés dans l'ingénierie et la réalisation de projets, ainsi que des représentants des pouvoirs publics. Le NAPEC vise notamment à favoriser le partage d'expertise, le développement de partenariats et l'émergence d'opportunités d'affaires entre les différents acteurs de l'industrie énergétique, tout en accompagnant les transformations que connaît le secteur à l'échelle mondiale. Le programme de cette édition prévoit plusieurs conférences et panels consacrés aux principaux enjeux liés à l'avenir du secteur énergétique, notamment l'évolution du mix énergétique, la sécurité des approvisionnements, la décarbonation, l'efficacité énergétique, l'hydrogène et les énergies à faibles émissions de carbone. Les participants examineront également les perspectives de développement des interconnexions énergétiques, le rôle du gaz et de l'hydrogène, ainsi que les opportunités de coopération entre les régions productrices et consommatrices d'énergie. Les travaux porteront en outre sur l'innovation et les nouvelles technologies dans le secteur des hydrocarbures, la valorisation des gisements matures, l'amélioration de la productivité des puits et les solutions visant à optimiser les infrastructures et les actifs existants. D'autres rencontres seront consacrées à l'efficacité énergétique, à la réduction des émissions liées aux activités de production, au développement des technologies bas carbone et à la diversification de l'économie nationale, notamment à travers la promotion des exportations hors hydrocarbures. A travers son exposition et son programme de conférences, le NAPEC se veut ainsi une plateforme permettant aux professionnels de présenter leurs technologies, produits et services, de partager leurs expériences et d'explorer de nouvelles opportunités de coopération dans les domaines de l'énergie, des hydrocarbures et de l'hydrogène, a-t-on souligné de même source.

R. E.

MONNAIES

Le yen bondit après des commentaires de la ministre des Finances japonaise

Le yen s'envole vendredi, soutenu par de nouvelles déclarations de la ministre des Finances Satsuki Katayama favorables à la devise japonaise, tandis que le dollar pâtit du repli des prix du pétrole.

Vers 17H00 GMT, la monnaie nipponne gagnait 1,05% face au billet vert à 157,23 yens pour un dollar. La devise est portée par un commentaire de Mme Katayama indiquant que le président américain Donald Trump a exprimé des inquiétudes concernant la faiblesse du yen lors d'une réunion bilatérale avec la Première ministre japonaise Sanae Takaichi cette semaine.

Tokyo et Washington étaient intervenus conjointement fin juillet pour soutenir la devise japonaise, et début septembre, le yen s'était de nouveau brusquement envolé, suscitant des soupçons d'intervention.

Il est depuis retombé, en particulier après le dernier relèvement de taux de la Banque du Japon (BoJ) vendredi, qui a suivi celui de la Réserve fédérale (Fed) mercredi, car le marché s'attendait à ce que les responsables monétaires japonais ouvrent plus clairement la voie à de nouvelles hausses de taux.

Dans le même temps, le billet vert reculait de 0,11% face à la monnaie unique européenne, à 1,1393 dollar pour un euro, et perdait 0,17% face à la devise britannique, à 1,3242 dollar pour une livre.

L'or noir s'échangeant en dollar, quand le prix du baril recule, la demande pour le billet vert s'amointrit.

La monnaie américaine demeure tout de même en hausse d'environ 0,80% sur la semaine face à l'euro.

APS

MATIÈRES PREMIÈRES

Les cours de l’or et du café en baisse

Les cours de l'or et du café ont accusé une baissé cette semaine en réaction notamment à la hausse des rendements obligataires américains et celle du dollar, ainsi que la bonne récolte attendue. Vendredi, l'once d'or (31,1 g) s'échangeait à Londres à 4.262,33 dollars, contre 4.378,63 dollars à la clôture la semaine passée. Le rendement des emprunts d'Etat américains à long terme (30 ans) a atteint jeudi en séance un plus haut depuis 2004, à 5,50%, tandis que son équivalent à 10 ans a touché 5,22%, niveau plus vu depuis 2007.

L'économie américaine affiche des signes de solidité, alors que les placements en dollar deviennent plus intéressants pour les investisseurs. L'or, valeur refuge concurrente du billet vert, est pénalisée par la réaction de la devise américaine. Les cours du café ont atteint aussi leur plus bas niveau de-

puis le mois de juin cette semaine, avec une bonne récolte attendue au Brésil. Sur l'ICE Futures US de New York, la livre d'arabica pour livraison en décembre valait 278,90 cents, après s'être affichée au plus bas depuis le mois de juin à 275,90 cents, contre 280,50 cents le vendredi précédent.

Sur le Liffe de Londres vendredi, la tonne de robusta pour livraison en novembre s'échangeait à 3.349 dollars, contre 3.396 dollars à la clôture sept jours plus tôt.

Quant aux cours du cuivre, il a progressé cette semaine à la Bourse des métaux de Londres (LME), porté notamment par les besoins croissants. Vendredi, une tonne de cuivre coûtait 14.599,50 dollars sur le LME, contre 14.240 dollars à la clôture la semaine dernière.

APS

ALGÉRIE-CHINE

De nouvelles perspectives de coopération dans le domaine de la formation

La ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a tenu à Shanghai (Chine), une rencontre de travail avec la ministre chinoise des Ressources humaines et de la Sécurité sociale, Wang Xiaoping, consacrée à l'examen des voies de renforcer la coopération bilatérale et d'élargir ses perspectives en matière de formation et de développement des compétences, indique vendredi un communiqué du ministère.

La rencontre, tenue en marge des compétitions des Olympiades mondiales des métiers, a permis de "réaffirmer la profondeur des relations historiques et privilégiées qui unissent les deux pays, ainsi que la volonté commune de traduire ce capital en programmes de coopération concrets en matière de développement des ressources humaines, à la hauteur du partenariat algéro-

chinois", précise-t-on de même source.

Dans ce contexte, les deux parties sont convenues de "renforcer la coopération et l'échange d'expertises et d'expériences dans les domaines prioritaires, notamment la mécatronique, l'informatique et l'intelligence artificielle, outre les travaux publics et les grands ouvrages", en œuvrant à "développer des programmes de formation spécialisés permettant de former des compétences qualifiées".

Les discussions ont porté aussi sur "les mécanismes permettant de tirer profit de l'expertise chinoise en matière de développement des compétences et des technologies modernes, et de renforcer la coopération entre les établissements de formation des deux pays", à travers "l'échange d'expertises et de bonnes pratiques, le développement des capacités des formateurs et la moderni-

sation des programmes et des cursus de formation, en adéquation avec les évolutions technologiques et les besoins des secteurs économiques".

Cette rencontre traduit "l'attachement de l'Algérie et de la Chine à donner une nouvelle impulsion à la coopération bilatérale en matière de formation et de développement des compétences et à la faire évoluer vers un partenariat concret et durable fondé sur l'échange d'expertises, le transfert de connaissances et le développement des compétences, au service des intérêts communs des deux pays et en appui aux efforts de l'Algérie visant à mettre en place un système de formation moderne répondant aux priorités du développement national et aux exigences de l'économie moderne", conclut le communiqué.

APS

ELITE KINGDOM SCHOOL

Inauguration officielle d’un nouvel établissement à Alger

Elite Kingdom School inaugure officiellement son nouvel établissement à Chéraga, Alger, marquant une nouvelle étape dans son développement en Algérie et dans son ambition de proposer aux élèves un environnement éducatif international fondé sur l'excellence académique, l'innovation pédagogique et l'ouverture sur le monde.

À cette occasion, une réception officielle a été organisée en présence de représentants du monde institutionnel, éducatif et diplomatique, ainsi que de partenaires, de parents d'élèves et de membres de la communauté éducative.

Déjà implantée à Oran depuis 2023, Elite Kingdom School poursuit son développement avec cette nouvelle implantation à Alger, conçue pour accueillir progressivement plus de 600 élèves, avec un corps professoral de plus de 45 enseignants, dont plus de 12 enseignants britanniques spécialisés dès l'ouverture. Installé sur une superficie de plus de 5 000 m², le nouvel établissement a été pensé autour d'un objectif central : créer un environnement permettant aux élèves de bénéficier à la fois d'un enseignement académique exigeant, d'un accompagnement individualisé et d'espaces favorisant leur épanouissement.

Elite Kingdom School propose un parcours Cambridge continu de 4 à 18 ans, permettant aux élèves de bénéficier d'une continuité pédagogique et de se préparer notamment aux qualifications IGCESE (International General Certificate

of Secondary Education) et A Levels (Advanced Level), reconnues par de nombreuses institutions universitaires à travers le monde. Elite Kingdom School est la première école en Algérie accréditée par Cambridge Assessment Education pour l'ensemble du parcours scolaire (Pathway), avec un accompagnement et une formation continue des équipes pédagogiques. Avec

cette nouvelle implantation à Alger, Elite Kingdom School poursuit son développement en Algérie et souhaite contribuer au renforcement de l'offre d'enseignement international, en donnant aux élèves les compétences et l'ouverture nécessaires pour construire leur avenir en Algérie comme à l'international.

Synthèse R E.

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية  
MINISTÈRE DU COMMERCE INTERIEUR  
ET DE LA REGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,  
DU DEVELOPEMENT RURAL ET DE LA PECHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الغذائية واسعة الإستهلاك ليوم 24 سبتمبر 2026  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 24 Septembre 2026

| Produits                   |                       | Prix du détail <sup>1</sup> |                 | أسعار التجزئة <sup>2</sup> |                    |                             |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------|----------------------------|--------------------|-----------------------------|
|                            |                       | DA / Kg                     |                 | دج / كغ                    |                    |                             |
|                            |                       | معدل<br>Moyenne             | أعلى<br>Maximum | أدنى<br>Minimum            | المنتجات           |                             |
| Légumes frais              | Pomme de terre        | 109                         | 118             | 99                         | البطاطا            | خضر طازجة                   |
|                            | Tomate                | 113                         | 127             | 99                         | الطماطم            |                             |
|                            | Oignon sec            | 80                          | 88              | 72                         | البصل الجاف        |                             |
|                            | Ail sec               | 825                         | 890             | 759                        | الثوم الجاف        |                             |
|                            | Carotte               | 143                         | 154             | 131                        | الجزر              |                             |
|                            | Navet                 | 166                         | 180             | 152                        | اللفت              |                             |
|                            | Poivron               | 145                         | 158             | 132                        | الفلفل الاخضر      |                             |
|                            | Piment                | 161                         | 176             | 145                        | الفلفل الحار       |                             |
|                            | Courgette             | 163                         | 176             | 149                        | الكوسة             |                             |
|                            | Haricot vert          | 280                         | 303             | 257                        | الفاصولياء الخضراء |                             |
|                            | Laitue                | 179                         | 193             | 164                        | الخس               |                             |
| Fruits frais               | Pomme locale          | 428                         | 527             | 329                        | التفاح المحلي      | فواكه طازجة                 |
|                            | Datte                 | 488                         | 595             | 381                        | التمر              |                             |
|                            | Raisin                | 289                         | 348             | 230                        | العنب              |                             |
|                            | Melon                 | 107                         | 117             | 96                         | البطيخ الاصفر      |                             |
|                            | Pastèque              | 89                          | 97              | 80                         | البطيخ الاحمر      |                             |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale  | 2222                        | 2333            | 2110                       | لحم البقر المحلي   | المنتجات ذات الأصل الحيواني |
|                            | Poulet de chair       | 555                         | 567             | 542                        | الدجاج             |                             |
|                            | Œufs (Unité)          | 22                          | 23              | 21                         | البيض (وحدة)       |                             |
|                            | Lait de vache (Litre) | 95                          | 100             | 90                         | حليب البقر (لتر)   |                             |

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Libellé de la valeur         | Code | Ouverture | Clôture  | Var % | Ecart Mensuel % | Ecart Annuel % | per    | Rend Net % | Volume transigé | Valeur transigée DA |
|------------------------------|------|-----------|----------|-------|-----------------|----------------|--------|------------|-----------------|---------------------|
| ALLIANCE ASSURANCES          | ALL  | 345,00    | 342,00   | -0,87 | -1,16           | -5,20          | 7,29   | 7,60       | 290             | 99 180,00           |
| AYRADE                       | AYRD | 815,00    | 815,00   | 0,00  | 0,00            | 0,15           | 116,43 | -          | 906             | 738 390,00          |
| BANQUE DE DEVELOPEMENT LOCAL | BDL  | 1 400,00  | 1 400,00 | 0,00  | 0,00            | -0,11          | 7,56   | 7,64       | 43368           | 60 715 200,00       |
| BIOPHARM                     | BIO  | 2 516,00  | NC       | 0,00  | 0,05            | 0,76           | 6,89   | 6,36       | 0               | 0,00                |
| CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE   | CPA  | 2 039,00  | 2049,00  | 0,49  | 0,07            | -6,47          | 8,49   | 8,54       | 51364           | 105 244 836,00      |
| EGH El Aurassi               | AUR  | 360,00    | NC       | 0,00  | 0,00            | -1,25          | 4,55   | -          | 0               | 0,00                |
| SAIDAL                       | SAI  | 431,00    | NC       | 0,00  | 0,72            | 2,10           | 1,19   | 8,12       | 0               | 0,00                |

PROJET DE PHOSPHATE INTÉGRÉ

Le grand chantier prend forme

Le projet de phosphate intégré, l'un des plus grands chantiers industriels d'Algérie, a connu plusieurs avancées majeures, marquées par une série de visites de terrain du ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, accompagné d'une forte délégation ministérielle, dont le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, et le ministre des Mines et de l'Industrie minière, Mourad Hanifi.

Par Zahir R.

En effet, cette visite a été l'occasion de poser la première pierre du complexe de transformation chimique du phosphate et de production d'engrais. La cérémonie s'est tenue également en présence des walis de Souk Ahras et de Tébessa, Abdelkrim Zinai et Ahmed Belhadad. Les travaux de réalisation sont menés par le groupe italien Saipem, selon la formule EPC Fast Track (ingénierie, fourniture et construction accélérées), avec la participation de filiales de Sonatrach : la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), et l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (GTP). Selon un communiqué du ministère des Hydrocarbures, le futur complexe produira des engrais phosphatés et azotés (dont l'urée), ainsi que des produits chimiques intermédiaires (acide sulfurique, acide phosphorique et ammoniac). Dès sa première phase, sa capacité est évaluée à environ 2,4 millions de tonnes d'engrais phosphatés et 570 000 tonnes d'engrais azotés par an.

Lancement des travaux de l'usine d'enrichissement à Bled El Hadba

Le même jour, M. Arkab a présidé, à Bled El Hadba (Bir El Ater, Tébessa), le lancement officiel des travaux de l'usine d'enrichissement et de transformation du phosphate brut, en présence du PDG de Sonatrach, Noureddine Daoudi, des walis des deux wilayas, et des ministres des Mines et des Travaux publics. Ce site constitue le premier maillon de la



chaîne de valeur du projet : le phosphate brut y sera enrichi avant d'être acheminé vers les unités de transformation chimique d'Oued Kebrit. À terme, la capacité d'extraction atteindra 10,5 millions de tonnes par an, pour une production de 5,5 millions de tonnes de phosphate enrichi et 3,2 millions de tonnes de phosphate concentré. Une production suffisante pour alimenter durablement le complexe d'Oued Kebrit. Il est à rappeler dans ce cadre que le ministre avait déjà inauguré la mine de Bled El Hadba en novembre 2024, dans la région de Djebel Onk. La délégation ministérielle s'est rendue sur le chantier de la ligne minière Est Annaba-Tébessa (422 km), destinée à relier l'ensemble du dispositif industriel au réseau ferroviaire et aux infrastructures portuaires. L'inspection a porté sur deux ponts du quatrième tronçon Tébessa-Tnoukla (43 km), sur la commune de Bekaria. Dans le détail, le pont du PK 25 est

d'environ 550 mètres de long, 42 mètres de haut, réalisé par l'Entreprise nationale des travaux techniques (SAPTA). Quant au pont du PK 26, il est d'une longueur de 750 mètres, 32 mètres de haut, réalisé par Cosider Ouvrages d'Art. Selon les responsables du chantier, les travaux sur ces deux ouvrages sont dans leur phase finale, avec le réglage du nivellement et du tracé en cours en vue d'une réception prochaine. En clôture de sa visite, le ministre d'État a insisté sur la nécessité de maintenir une coordination étroite entre les secteurs et entreprises impliqués, d'accélérer le rythme de réalisation et de respecter les délais fixés. Le projet intégré, qui couvre les wilayas d'Annaba, Souk Ahras, Tébessa et Bir El Ater, est présenté comme un levier majeur pour la sécurité alimentaire nationale, la diversification des exportations hors hydrocarbures, la création d'emplois et le transfert de technologies vers les compétences algériennes.

PROJET DE LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE EST

Le ministre Djellaoui inspecte plusieurs ouvrages d'art

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a inspecté, vendredi, plusieurs ouvrages d'art sur le tronçon ferroviaire de 121 km reliant Dréa, Souk Ahras et Bouchegouf (Guelma), en réalisation dans le cadre du projet de la ligne ferroviaire minière Est. Le ministre qui effectue une visite de travail dans la wilaya de Souk Ahras a inspecté, aux côtés du wali, Abdelkrim Zinai, les travaux de construction du pont n 36, d'une longueur de 2,9 km, sur le segment reliant Ain Senour à Dréa sur 49 km, ainsi que la réalisation du tunnel n 5 (2,375 mètres). Il s'est également enquis de l'avancement des travaux de construction de 4 autres ponts ferroviaires dans la commune de Mechroha, sur le tronçon de 72 km reliant Ain Senour à Bouchegouf (Guelma). Le ministre, saluant le rythme soutenu des travaux, a instruit les entreprises de réalisation à l'effet de doubler la vitesse d'excavation quotidienne des fondations

tout en veillant au respect des normes techniques et en poursuivant le travail sur le même rythme afin de garantir l'achèvement des travaux de construction des différentes infrastructures de ce tronçon dans les délais impartis. Le ministre a également indiqué, après avoir écouté des explications techniques sur les mesures prises pour garantir la continuité du travail à une cadence soutenue, que le rythme des travaux observé sur les chantiers de la ligne ferroviaire minière Est sur le territoire de la wilaya de Souk Ahras, atteste des progrès réalisés, ce qui garantit la réception dans les délais de ce projet stratégique primordial pour le transport du phosphate et des produits miniers, notamment dans le cadre du projet de phosphate intégré, conformément à l'engagement du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune. Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base a également inspecté, vendredi après-midi dans la commune de Medjez Sfa (Guelma) les chantiers de construction de 4 viaducs

sur le tracé du tronçon central du projet de ligne ferroviaire minière Est. Le ministre, qui effectuait une visite de travail dans la wilaya de Guelma, s'est enquis de l'avancement de ces ouvrages d'art situés dans la section centrale de la ligne ferroviaire minière Est entre Bouchegouf (Guelma) et Dréa (Souk Ahras) sur une distance de 121 km, dont 40 km sur le territoire de la wilaya de Guelma. Le ministre a écouté un exposé technique sur l'avancement des travaux et sur le reste à réaliser pour achever le segment situé dans la wilaya de Guelma qui comprend un nombre important d'ouvrages d'art, à savoir 13 ponts de différentes hauteurs et longueurs et 3 tunnels totalisant un linéaire de 820 m. Le ministre a salué les progrès notables enregistrés en matière de rythme de réalisation des ouvrages d'art, et insisté sur la nécessité de renforcer les chantiers en moyens humains et matériels afin d'achever les travaux selon le calendrier prévu.

Synthèse R E/APS

MARMOMAC DE VÉRONE

Le marbre algérien à la conquête de nouveaux marchés

La participation algérienne à la 60e édition du Salon international du marbre et des pierres naturelles « Marmomac », clôturée vendredi à Vérone (Italie), s'est soldée par la conclusion d'un accord ouvrant la voie à l'exportation du marbre algérien vers le marché chinois, confirmant l'intérêt croissant pour le produit national sur les marchés internationaux.

Cette participation, organisée sous la supervision du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, a permis à plusieurs entreprises algériennes spécialisées dans le marbre et les pierres naturelles de présenter leurs produits et leurs capacités de production et d'exportation à un public professionnel international.

La société SARL NOUR a notamment conclu un accord avec un opérateur italien, une démarche qui ouvre des perspectives pour l'acheminement du marbre algérien vers le marché chinois. Cette opération constitue, selon un communiqué du ministère, une nouvelle opportunité pour les opérateurs nationaux de s'insérer dans les chaînes d'approvisionnement internationales et d'élargir leurs débouchés à l'étranger.

En marge du salon, une rencontre a également réuni la délégation algérienne avec le directeur de « Marmomac » et le président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vérone. Les discussions ont porté sur les moyens de renforcer la coopération économique et commerciale et de faciliter l'accès des produits algériens au marché de Vérone et aux différentes régions du nord de l'Italie. Ces échanges ont également permis d'examiner les conditions susceptibles de favoriser une présence accrue des produits algériens dans cette région, notamment les produits en marbre et en pierres naturelles, dans un contexte marqué par une demande pour ce type de produits. La participation algérienne à cette manifestation spécialisée s'inscrit ainsi dans une démarche visant à rapprocher les producteurs nationaux des opérateurs et partenaires étrangers, tout en favorisant la conclusion de nouveaux accords commerciaux. Le pavillon algérien a, par ailleurs, reçu la visite de l'ambassadeur d'Algérie en Italie et du consul général d'Algérie à Milan, qui ont pris connaissance des entreprises participantes et des produits exposés, notamment le marbre et les pierres naturelles. Ils se sont également informés sur les capacités de production et d'exportation des entreprises algériennes présentes à cette manifestation internationale. La participation algérienne à « Marmomac » confirme l'importance, ajoute la même source, d'une présence régulière dans les manifestations économiques internationales spécialisées, en tant qu'espaces permettant de nouer des partenariats commerciaux, de faire connaître les capacités industrielles nationales et d'explorer de nouveaux marchés pour les produits algériens. Une démarche qui s'inscrit dans les efforts du ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations visant à élargir la base des exportations hors hydrocarbures et à renforcer la présence des produits algériens sur les marchés internationaux. Synthèse Z R.

BLIDA  
Poursuite de  
l’opération  
d’indemnisation  
des personnes  
touchées par les  
incendies de forêt

L’opération d’indemnisation des professionnels du secteur agricole touchés par les incendies de forêt ayant affecté la wilaya de Blida durant les mois de juillet et août derniers s’est poursuivie jeudi au siège de la Direction des services agricoles (DSA). Dans ce cadre, la directrice par intérim du secteur, Hadjira Belgherbi, a supervisé la distribution de 356 ruches au profit de 16 apiculteurs des daïras de Bougara et Bouinan, dans le cadre du dispositif d’indemnisation décidé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour aider les sinistrés à reprendre leurs activités. Mme Belgherbi a indiqué à l’APS qu’il s’agissait de la 2e opération du genre, après celle ayant profité aux éleveurs avicoles des deux daïras, précisant que l’indemnisation se poursuivra au profit des autres personnes touchées. Elle a ajouté que les indemnisations concernent les agriculteurs et les éleveurs ayant accusé des pertes dans le cheptel, les arbres fruitiers ainsi que les équipements de production animale et végétale, au niveau des communes de Bouinan, Bougara et Meftah. Les bénéficiaires des ruches ont exprimé leur satisfaction, soulignant que cette opération contribuera à atténuer les pertes occasionnées par les incendies et les aidera à reprendre leur activité et à reconstruire leurs projets.

APS

TAMANRASSET

Des projets agricoles prometteurs à Tazrouk et une expansion remarquable dans l’arboriculture

*L’activité agricole dans la commune de Tazrouk (wilaya de Tamanrasset) a connu une expansion remarquable avec la lancement, ces dernières années, de plusieurs projets prometteurs dans ce domaine.*

L’arboriculture, en particulier, y suscite un engouement croissant auprès des jeunes, parallèlement au développement des cultures maraîchères et au maintien de l’élevage, selon la direction des services agricoles (DSA). Les données communiquées par la subdivision des services agricoles de la commune de Tazrouk indiquent que la surface agricole totale (SAT) est estimée à 620 hectares, dont environ 300 ha de superficie agricole utile (SAU), et la majorité des terres exploitées se situent sur les berges d’oueds. Distante de près de 180 km de Tamanrasset, Tazrouk culmine à plus de 1.800 mètres d’altitude, bénéficiant d’un climat froid en hiver et agréable en été. Marquée par une faible pluviométrie, la région voit son agriculture reposer essentiellement sur l’irrigation via les forages agricoles. La commune a recensé un total de 496 exploitants agricoles lors du recensement général de 2024, avec une moyenne d’environ 0,50 hectare par exploitation agricole. L’arboriculture fruitière s’impose comme l’une des filières agricoles les plus dynamiques de la région, on y retrouve notamment la vigne -avec l’ensemble de ses variétés de raisin principalement le sans-pépin- l’abricotier et le pêcher, favorisées par les conditions climatiques propices de la région. M. Ouled El-Hadj Yazid, de la subdivision des services agricoles de Tazrouk, a précisé que la filière a connu un essor ces dernières années, ponctué par l’engouement des jeunes pour l’investissement, ce qui a contribué à développer l’activité et diversifier la production agricole locale. L’activité agricole au niveau de la commune a connu un progrès cette année ainsi que l’an dernier, en forte hausse par rapport aux années écoulées, suite à l’amélioration de la situation des nappes hydriques à la faveur des dernières précipitations et des mesures d’incitation à l’extension d’activités au bénéfice des exploitants agricoles. La production d’arbres fruitiers a atteint environ 6.235 quintaux (Qx) durant la saison agricole 2025-2026, alors que celle des céréales est estimée à 280 Qx, s’agissant d’une filière essentielle-ment tournée vers l’agriculture de subsistance

compte tenu des surfaces cultivables restreintes. La filière maraîchère a, quant à elle, enregistré une production estimée à 1.000 quintaux, alors que la production de fourrage a atteint environ 7.720 Qx durant la même période. Parallèlement à l’activité agricole, l’élevage du bétail constitue un pilier essentiel de l’économie rurale de la commune où la population s’y attache particulièrement, recensant 9.932 têtes ovines, 11.250 têtes de caprins et 3.100 de camelins, selon les données des services agricoles. Combinées, ces différentes pratiques agricoles constituent l’essentiel de l’activité économique des habitants de la région, d’autant plus dans ce contexte géographique et climatique bien particulier qui caractérise la commune de Tazrouk.

Soutien et accompagnement des agriculteurs

Aussi, et dans le cadre de l’appui à l’activité agricole, pas moins de 300 exploitations agricoles ont été raccordées au réseau électrique, ce qui équivaut à 60.48 % du total des exploitations, sans compter la prise en charge de la moitié de la facture d’électricité des agriculteurs. Les programmes d’appui soutiennent également les forages agricoles ainsi que l’équipement de certains d’entre eux en systèmes de pompage photovoltaïques, sans oublier la dotation des agriculteurs en pompes, en aliment de bétail et en arbres fruitiers, et l’encouragement des techniques d’irrigation modernes telles que le goutte-à-goutte et l’aspersion. Ces programmes d’appui ont également profité aux éleveurs qui ont bénéficié d’opérations d’acquisition et de distribution de têtes de bétail, en sus de l’organisation de journées de formation et de vulgarisation agricole au profit des agriculteurs sur site, dans le cadre de la coordination entre les services agricoles, la chambre de l’agriculture et les différents instituts nationaux spécialisés. A cela, il faudra ajouter la prise en charge d’opérations de protection des terres cultivables de l’érosion face aux crues d’oueds en saison des pluies, selon les données communiquées.

ORAN

Achèvement de la première tranche du projet d’aménagement du front de mer des Dunes à Aïn El Turk

Les travaux d’aménagement du front de mer au niveau de la zone des Dunes, dans la commune d’Aïn El Turk (Oran), connaissent une avancée notable avec l’achèvement de la première tranche du projet. Celle-ci a notamment porté sur la réalisation d’une place publique, d’espaces de détente ainsi que de plusieurs passages reliant la route à la plage, dont certains ont été spécialement aménagés pour faciliter l’accès aux personnes à mobilité réduite, a-t-on appris auprès des services de la commune.

Selon le président de l’Assemblée populaire communale (APC) d’Aïn El Turk, Yahiaouch Zouaoui, la commune a bénéficié, dans le cadre de ce projet, d’une enveloppe financière de 60 millions de dinars destinée à l’aménagement du front de mer de la plage des Dunes, un site qui attire chaque saison estivale un nombre important de familles et d’estivants. Le responsable a précisé que la première tranche du projet est désormais achevée. Les travaux ont consisté notamment à aménager

une partie du talus séparant la route de la plage afin de la transformer en un espace public aménagé. Ils ont également permis la réalisation d’une place publique sur trois niveaux, équipée de bancs et d’espaces dédiés à la détente. Cette première tranche comprend également cinq chemins reliant la route à la plage, dont deux ont été aménagés pour les personnes à mobilité réduite. Ces équipements visent à faciliter l’accès au littoral et à permettre aux différentes catégories de visiteurs de profiter

plus aisément des installations du front de mer. Ces travaux s’inscrivent dans le cadre des efforts visant à améliorer l’environnement urbain de cette zone côtière, notamment à travers l’aménagement des accès à la mer, la réhabilitation des trottoirs et l’amélioration de l’éclairage public. Ils devraient contribuer à rehausser la qualité des espaces publics et à améliorer les conditions d’accueil des estivants et des visiteurs.

R E.

MOSTAGANEM

Ensemencement de plus de 400.000 alevins de daurade royale

Plus de 400.000 alevins de daurade royale ont été semencés dans la wilaya de Mostaganem, a indiqué, jeudi, la direction de la Pêche et de l’aquaculture. Selon la même source, l’opération a été réalisée au niveau de deux cages flottantes appartenant à une entreprise privée spécialisée dans l’aquaculture, situées dans la zone d’activités aquacoles de Stidia, sur le littoral Est de la wilaya. Cette opération s’inscrit dans le cadre des programmes de développement et de promotion de l’aquaculture aux niveaux

local et national. Cette opération, qui a permis l’ensemencement de plus de 400.000 alevins de daurade royale, porte à dix le nombre de cages flottantes ensemencées dans cette zone, depuis le début de l’année, qui sont désormais effectivement entrées en phase de production, a précisé la même source. En juillet dernier, deux cages flottantes avaient été ensemencées avec plus de 540.000 alevins de la même espèce de poissons. Il s’agissait de la troisième opération du genre menée durant cette années, après deux opé-

rations similaires réalisées en février et en mai, qui avaient permis l’ensemencement de six cages flottantes avec plus de 1,5 million d’alevins de daurade royale. Parallèlement, trois nouvelles cages flottantes ont été mises en exploitation, cette semaine, au niveau de la même zone maritime. Elles devront être ensemencées, dans les prochains jours, et entrer en service au profit d’une entreprise privée spécialisée dans l’aquaculture, dont le nombre de cages atteint désormais neuf. Dans le cadre de l’amélioration des

conditions d’exercice de cette activité sur le site, les travaux d’aménagement de la zone d’activités terrestres et son raccordement aux différents réseaux essentiels se poursuivent actuellement. L’objectif est de rendre cette zone apte à accueillir de nouveaux investisseurs dans le domaine de l’élevage de poissons en cages flottantes et de la conchyliculture selon la technique des filets, ainsi que dans les activités connexes au secteur, a-t-on indiqué.

APS

# Le navire de 23 milliards de dollars de Trump sera déjà obsolète avant même d'être mis à l'eau

À l'ère des drones bon marché, ce nouveau cuirassé repose excessivement sur une technologie coûteuse et extrêmement vulnérable.

Par Dan Grazier (\*)

Le premier cuirassé de classe Trump proposé a désormais un prix : 23 milliards de dollars. Ce coût, tel qu'évalué par le Bureau du budget du Congrès, va faire beaucoup parler de lui. Mais la principale préoccupation des décideurs politiques comme des citoyens devrait être la complexité de la conception du navire.

Au XXI<sup>e</sup> siècle, la Marine américaine affiche un bilan médiocre en matière de construction navale. Le destroyer de classe Zumwalt, le navire de combat Littoral et la frégate de classe Constellation se sont révélés être de véritables échecs.

Le verdict final concernant le porte-avions de classe Ford n'a pas encore été rendu, mais lorsque l'équipage du navire ne peut même pas compter sur le bon fonctionnement du système d'assainissement, les perspectives ne semblent guère encourageantes. À la lecture du rapport du Congressional Budget Office (CBO), il apparaît clairement que les responsables de la Marine à Washington n'ont tiré aucune leçon de leurs erreurs en matière de construction navale au cours des 25 dernières années.

Comme souvent à Washington, ce nouveau navire est présenté comme « le plus rapide, le plus grand et, de loin, 100 fois plus puissant que n'importe quel navire de guerre jamais construit » selon les termes du président Donald Trump. Concrètement, le navire sera équipé de « missiles antiaériens, d'attaque au sol et antinavires, de missiles hypersoniques, de missiles de croisière nucléaires, de lasers de grande puissance et d'un canon électromagnétique (une arme qui utilise l'énergie électromagnétique pour tirer des projectiles non explosifs à des vitesses hypersoniques) » selon le CBO.

Tous ces systèmes nécessiteront une quantité considérable d'énergie électrique pour fonctionner. Pour relever ce défi, le nouveau navire sera également à propulsion nucléaire. L'ajout d'un réacteur nucléaire augmentera considérablement tant le coût que la complexité de la construction du navire.

Le péché originel à l'origine de tous les échecs de la Marine en matière de construction navale au XXI<sup>e</sup> siècle réside dans un manque de rigueur en matière de conception. Les concepteurs de chaque programme ont tenté d'intégrer tous les gadgets imaginables par les technologues, dont plusieurs (notamment les canons électromagnétiques de pointe) n'ont toujours pas fait leurs preuves à ce jour. Cette complexité excessive fait grimper les coûts et retarde la livraison, souvent de plusieurs années. Les responsables ont aggravé cette erreur fondamentale en commençant à



construire des navires avant même que la technologie sous-jacente n'ait été mise au point. La pratique consistant à entamer la construction avant la fin du processus de développement est connue sous le nom de « concurrence ».

Lorsque le chevauchement entre la fabrication et le développement est trop important, comme cela a été le cas dans le cadre de programmes d'acquisition tels que le « Littoral Combat Ship » et l'USS Gerald R. Ford, les coûts augmentent et les délais s'allongent, car il devient plus difficile d'intégrer les nouvelles technologies dans des travaux déjà achevés.

Un rapide coup d'œil aux capacités de construction navale des États-Unis laisse penser que le calendrier de construction prévu pour le programme de cuirassés est lui aussi irréaliste. Les responsables de la Marine prévoient d'acquérir 15 de ces nouveaux navires entre 2028 et 2056. Or, la construction navale accuse déjà plusieurs années de retard.

Le prochain porte-avions de classe Ford, par exemple, accuse déjà cinq ans de retard, mais le Pentagone espère assembler ces nouveaux navires de guerre dans le même chantier naval de Newport News que celui utilisé pour la construction des porte-avions. La flotte actuelle de la Marine, qui compte 289 navires, est déjà bien en deçà des 355 navires requis par la loi. Tenter de construire le navire de guerre de surface le plus grand et le plus complexe depuis près d'un siècle ne semble guère être la bonne façon de procéder pour agrandir

la flotte et alléger la charge qui pèse sur les marins de la Navy, déjà surmenés. La taille de la flotte est importante car elle a un impact direct sur la qualité de vie et les conditions de service des marins du pays. La Marine américaine joue un rôle essentiel dans le maintien de la liberté de navigation à travers le monde depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Une flotte réduite implique que les navires existants et leurs équipages doivent travailler plus longtemps et plus dur pour répondre aux besoins opérationnels de la Marine. Étant donné que les dirigeants à Washington ne semblent guère disposés à réduire le nombre de missions que la Marine doit accomplir, il n'est guère logique d'adopter un plan de construction navale qui entraînera une réduction continue de la flotte dans un avenir prévisible.

Le fait que le programme de cuirassés s'étale sur les 30 prochaines années mérite également d'être examiné de près. Mettre en place un programme de navires de guerre de cette envergure, s'étalant sur trois décennies, à une époque où les navires sans équipage et les missiles antinavires se multiplient, signifie que les responsables estiment aujourd'hui qu'un grand navire de guerre de surface restera viable tout au long de cette période. C'est une hypothèse audacieuse. On peut douter que beaucoup de gens aient pu prévoir, en 1996, que les Ukrainiens parviendraient à empêcher la flotte russe d'utiliser la mer Noire à l'aide de drones et de missiles terrestres. Un cuirassé américain de 23 milliards

de dollars constituera une cible de choix pour les sous-marins, les missiles antinavires et les armes hypersoniques. La stratégie actuelle de sécurité nationale, publiée en novembre 2025, préconise que les États-Unis se concentrent sur la défense de l'hémisphère occidental. La construction du plus grand navire de combat de surface depuis la Seconde Guerre mondiale, équipé de missiles conventionnels, hypersoniques et à ogives nucléaires, n'est guère nécessaire pour défendre les mers proches de leurs côtes. Un tel navire est spécialement conçu pour projeter la puissance militaire à l'échelle mondiale. Le projet de cuirassé apporte une preuve supplémentaire que les instances chargées de la sécurité nationale feront exactement ce qu'elles veulent, quelle que soit la stratégie de défense adoptée par le gouvernement.

(\*) Chercheur principal et directeur de programme au Stimson Center. Ancien capitaine du Corps des Marines, il a effectué plusieurs missions en Irak et en Afghanistan. Au cours de sa carrière militaire, il a notamment servi au sein du 2<sup>e</sup> bataillon de chars à Camp Lejeune, en Caroline du Nord, et du 1<sup>er</sup> bataillon de chars à Twentynine Palms, en Californie.

Les opinions exprimées par les auteurs sur Responsible Statecraft ne reflètent pas nécessairement celles du Quincy Institute ou de ses collaborateurs.

Source : Responsible Statecraft, 11-08-2026

Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

INDUSTRIE DE POINTE AU QATAR

La QFZ signe un protocole d'accord stratégique avec Aethon International

L' 'Autorité des zones franches du Qatar (QFZ) et Aethon International QFZ LLC ont signé un protocole d'accord stratégique visant à explorer les opportunités dans les domaines de l'industrie de pointe et de l'innovation industrielle, notamment à travers la création d'un pôle industriel régional au sein des zones franches du Qatar. L'accord a été signé par Son Excellence le Directeur général de la QFZ, Cheikh Mohammed bin Hamad bin Faisal Al-Thani, et le fondateur d'Aethon International QFZ LLC, Gordon Huddleston, en marge de l'édition spéciale du Qatar Economic Forum (QEF) organisée à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies 2026 à New York. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de hauts responsables de la QFZ et d'Aethon International QFZ LLC. Dans un communiqué, la QFZ a indiqué que ce protocole d'accord ouvre la voie à la création d'un pôle régional dédié à la fabrication de tuyaux haute performance résistants à la corrosion, afin de répondre à la demande croissante des secteurs de l'énergie et des infrastructures au Qatar et dans la région. Cette coopération permettra également de créer un centre d'innovation au sein des zones franches du Qatar, consacré au développement de nouvelles applications et de solutions avancées dans le domaine des systèmes de tuyauterie destinés à diverses industries stratégiques. A cette occasion, Son Excellence Cheikh Mohammed bin Hamad bin Faisal Al-Thani, Directeur général de l'Autorité des zones franches du Qatar, a déclaré: «Cet accord avec Aethon International reflète le rôle croissant du Qatar en tant que pôle régional de fabrication de pointe répondant à la demande des marchés de la région.» Il a ajouté que la QFZ met à disposition les infrastructures, la connectivité et l'écosystème d'Affaires nécessaires pour soutenir cette croissance, tout en contribuant à la réalisation des ambitions du Qatar visant à bâtir une économie industrielle plus résiliente et plus compétitive à l'échelle mondiale. Le protocole d'accord prévoit également le développement d'un écosystème industriel intégré grâce à une coopération avec les partenaires, les fournisseurs, les instituts de recherche et les universités concernés, avec un accent particulier sur le renforcement des capacités locales et le développement des compétences des talents qatariens. Les deux parties s'attacheront également à identifier les opportunités permettant de mettre l'expertise et les solutions de Falcon Pipe Industries à la disposition des clients sur les marchés stratégiques. Pour sa part, Gordon Huddleston, fondateur d'Aethon International, a déclaré : «Le Qatar offre une opportunité exceptionnelle de développer des capacités de fabrication de pointe capables de répondre à la demande croissante des secteurs de l'énergie et des infrastructures, tant au Qatar qu'à l'étranger. L'emplacement stratégique de la QFZ, son écosystème intégré et son accès aux marchés régionaux constituent une plateforme solide pour concrétiser cette vision, tout en créant des opportunités d'innovation, de développement des capacités locales et de croissance durable.» Cette collaboration reflète le rôle croissant des zones franches du Qatar dans le développement d'activités industrielles spécialisées à portée régionale. En soutenant de nouvelles capacités de production et d'innovation, la QFZ contribue à diversifier la base industrielle du pays et à renforcer sa présence dans les secteurs à forte valeur ajoutée.

R. I.

TUNISIE

Un investissement turc de 14,7 millions de dinars dans la fabrication de composants aéronautiques à Borj Cédria

La société turque « Aksa Composites », spécialisée dans la fabrication de matériaux et de composants composites destinés aux industries aéronautiques et relevant du groupe turc « Akkök », a annoncé la mise en place d'un projet industriel en Tunisie, avec un investissement initial de 5 millions de dollars, soit environ 14,7 millions de dinars.

Cette annonce intervient après la signature d'un contrat de location d'une unité industrielle au pôle technologique de Borj Cédria. Le projet, dont l'entrée en exploitation est prévue en 2028, porte sur le développement d'activités liées à la fabrication de composants et de matériaux composites destinés notamment au secteur des industries aéronautiques. Il s'agira ainsi du premier projet de la société « Aksa Composites » sur le continent africain. Dans un communiqué, le Groupement tunisien des industries aéronautiques et spatiales a souligné que l'importance du projet ne réside pas uniquement dans le volume de l'investissement, mais également

dans le transfert de technologies, le développement des compétences locales et le renforcement de la position de la Tunisie au sein des chaînes de valeur internationales des matériaux avancés et de l'industrie aéronautique. Le nouveau site industriel de Borj Cédria devrait constituer un point de départ pour le développement d'une activité industrielle en Tunisie, appelée à s'étendre progressivement, selon la même source. Le groupe « Akkök » compte parmi les groupes industriels disposant d'une expérience internationale dans le domaine des matériaux composites et des procédés industriels destinés au secteur aéronautique ainsi qu'aux industries de haute perfor-

mance. Il a également développé des partenariats avec plusieurs grandes entreprises internationales opérant dans le secteur aéronautique. La signature du contrat de location industrielle vient couronner un processus auquel ont contribué plusieurs acteurs des structures chargées de l'investissement en Tunisie, notamment le Groupement tunisien des industries aéronautiques et spatiales, l'Agence de promotion de l'investissement extérieur et le pôle technologique de Borj Cédria, ainsi que plusieurs partenaires institutionnels et professionnels tunisiens et turcs.

R. I.

PLUS DE 4 000 MAURITANIENS AU CANADA

La nouvelle Chambre CMCCI veut transformer la diaspora en levier économique

Un milliard de dollars canadiens d'échanges commerciaux, une position de cinquième partenaire commercial du Canada en Afrique, mais une relation encore largement dominée par une seule matière première : l'or. C'est ce déséquilibre que la toute nouvelle Chambre Mauritanie Canada de Commerce et d'Industrie (CMCCI), officiellement lancée en septembre 2026 à Montréal, entend contribuer à corriger en misant notamment sur la diaspora mauritanienne. Selon les données du gouvernement canadien, les échanges commerciaux de marchandises entre la Mauritanie et le Canada ont atteint 1,04 milliard de dollars canadiens en 2024. Un volume qui masque toutefois une forte concentration : les importations canadiennes en provenance de Mauritanie, évaluées à près d'un milliard de dollars, sont constituées à 99,9 % d'or brut ou semi-manufacturé. À l'inverse, les exportations cana-

diennes vers la Mauritanie restent limitées à 38,6 millions de dollars canadiens. Le tissu économique canadien présent dans le pays demeure également restreint, avec une vingtaine d'entreprises opérant principalement dans le secteur minier. Le Canada figure néanmoins parmi les premiers investisseurs étrangers en Mauritanie, avec des actifs estimés à 3 milliards de dollars canadiens en 2023.

La diaspora comme interface économique

Face à cette configuration, la CMCCI, présidée par Fatimata A. Lam, entend faire de la diaspora mauritanienne établie au Canada un acteur économique à part entière. Selon les estimations de l'Ambassade de Mauritanie à Ottawa, cette communauté compte plus de 4 000 personnes. Entrepreneurs, cadres, professionnels, experts et jeunes diplômés constituent, selon la Chambre, un réseau susceptible de faciliter les connexions entre les

deux marchés.

« Nous voulons faire évoluer la manière dont la diaspora est intégrée à la relation économique entre nos deux pays. Elle peut devenir un véritable pont économique : un réseau de compétences, de connaissances des marchés, de relations et de capacité d'initiative », explique Fatimata A. Lam, présidente fondatrice de la CMCCI. La Chambre prévoit de réaliser une cartographie économique de cette diaspora afin d'identifier les profils professionnels, les entreprises, les expertises disponibles et les opportunités d'investissement. Elle entend également contribuer au prochain forum consacré à la diaspora que les autorités mauritaniennes prévoient d'organiser en octobre à Nouakchott.

Quatre secteurs prioritaires

Cette initiative intervient dans une phase de transformation de l'économie mauritanienne. Après une

croissance estimée à 6,3 % en 2024 puis 4,2 % en 2025, la Banque mondiale table sur une progression de 4,4 % en 2026, portée notamment par l'entrée progressive du pays dans l'ère gazière, en complément de ses ressources minières. Dans son Cadre de partenariat 2026-2030, la Banque mondiale identifie d'ailleurs la diversification économique et le développement du secteur privé comme des axes majeurs pour la Mauritanie. Dans ce contexte, la CMCCI a retenu quatre domaines prioritaires : la pêche et l'économie halieutique, l'énergie, les technologies de l'information, ainsi que les mines et leurs chaînes de valeur. « L'objectif n'est pas de multiplier les domaines d'intervention, mais de concentrer les ressources de la Chambre sur des secteurs où des complémentarités concrètes peuvent être développées », précise Fatimata A. Lam.

R. I.

POUR LA CINQUIÈME FOIS CONSÉCUTIVE

La Banque centrale d'Egypte maintient ses taux d'intérêt inchangés

Les taux d'intérêt de dépôt et de prêt au jour le jour, ainsi que le taux de l'opération principale de la Banque centrale, demeurent respectivement à 19,00 %, 20,00 % et 19,50 %. La Banque centrale d'Egypte (BCE) a décidé de maintenir ses taux d'intérêt directeurs lors de sa réunion de ce jeudi 24 septembre, marquant ainsi sa sixième réunion de l'année 2026. Les taux d'intérêt de dépôt et de prêt au jour le jour, ainsi que le taux de l'opération principale de la Banque centrale, demeurent respectivement à 19,00 %, 20,00 % et 19,50 %. Le taux d'escompte et de crédit a également été maintenu à 19,50 %. « Cette décision reflète l'évaluation par le comité des derniers développements de l'inflation, de ses prévisions et des risques environnants », selon la BCE. Depuis le début de l'année 2026, les taux d'intérêt en Egypte n'ont connu qu'un seul mouvement

de baisse - de 1 % - en février. Cette décision a été suivie de cinq réunions consécutives, dont celle d'aujourd'hui, au cours desquelles le comité a choisi de stabiliser les taux de rendement de base. Cette décision intervient également dans un contexte de changement de politique monétaire aux Etats-Unis. La Réserve fédérale américaine a relevé en septembre 2026 son taux directeur de 25 points de base, pour le porter dans une fourchette de 3,75 % à 4 %, marquant sa première hausse de taux depuis 2023.

Evolution de l'inflation

Le taux d'inflation globale dans les villes a reculé à 14,5 % en août, contre 14,9 % en juillet, enregistrant ainsi sa première baisse en trois mois. L'inflation sous-jacente a légèrement augmenté à 14,9 %, contre 14,7 %

au cours de la même période. La décision de la BCE intervient dans un contexte où le Fonds monétaire international (FMI) a souligné lundi dernier la résilience de l'économie égyptienne face aux répercussions de la crise régionale, tout en mettant en garde contre les vulnérabilités persistantes. Le FMI a notamment pointé du doigt la hausse de la dette et la dépendance aux financements à court terme. Pour y remédier, l'organisation préconise le maintien de la flexibilité du taux de change, la poursuite d'une politique de resserrement monétaire adéquate et l'engagement strict envers la discipline budgétaire. Selon le calendrier officiel de la BCE pour 2026, il reste deux réunions à l'agenda du Comité de politique monétaire avant la fin de l'année, prévues les 29 octobre et 17 décembre.

PÉTROLE

Après Sèmè au Bénin, ces gisements africains qui attendent leur heure

Alors que les compagnies pétrolières sélectionnent plus durement leurs investissements et que les scénarios de demande à long terme divergent, disposer de pétrole dans son sous-sol ne garantit plus sa mise en production. En Afrique, plusieurs découvertes restent suspendues à leur capacité à devenir économiquement exploitables.

De la Mauritanie au Liberia, plusieurs pays africains disposent de gisements ou de découvertes pétrolières qui n'ont toujours pas débouché sur une exploitation commerciale, parfois plus d'une décennie après leur identification. La commercialisation annoncée pour octobre 2026 d'une première cargaison d'environ 250 000 barils issue du champ béninois de Sèmè montre pourtant qu'un projet longtemps jugé trop petit, trop coûteux ou difficile à développer peut retrouver une viabilité lorsque ses conditions économiques, techniques ou industrielles changent. Sèmè est un projet de taille modeste. Le champ a produit environ 22 millions de barils entre 1982 et 1998, avant d'être arrêté alors que le brut se négociait autour de 14 dollars le baril. Pour l'État béninois, les retombées passeront notamment par sa participation de 15 % au projet, une redevance de 10 % sur le pétrole et sa part du pétrole de profit prévue par le contrat de partage de production.

Des ressources en attente

Ces retombées économiques espérées prochainement par le Bénin sont l'aboutissement de plusieurs tentatives. Dans les années 2000, SAPETRO avait déjà foré de nouveaux puits et installé des infrastructures en vue d'une reprise, mais les résultats techniques et l'économie du projet n'avaient pas permis d'aller jusqu'à la production. Akrake Petroleum a repris le champ en 2023 avec une équation différente : un réservoir principal qui s'est repressurisé pendant les années d'arrêt, deux puits horizontaux pour mieux récupérer le pétrole restant et un dispositif allégé reposant sur des unités flottantes louées pour produire,

stocker et charger le brut. Dans un champ situé à seulement 20 à 30 mètres de profondeur d'eau, ce schéma à coûts réduits a rendu possible le développement des 5,7 millions de barils de réserves prouvées et probables aujourd'hui retenus. C'est précisément cette évolution de l'équation économique qui maintient un espoir pour d'autres ressources africaines laissées en attente. La Mauritanie offre l'un des parallèles les plus directs. Après avoir produit du pétrole à Chinguetti entre 2006 et 2017, le pays ne dispose plus de champ pétrolier en exploitation. Il conserve pourtant Walata, anciennement Tiof, dont le ministère de l'Énergie estime les réserves à environ 280 millions de barils, ainsi que Tevet, évalué à 40 millions de barils. Les autorités indiquent que la faisabilité d'un redéveloppement de Walata est toujours à l'étude. Une éventuelle production ouvrirait une source de revenus pétroliers pour l'État, dont le Code des hydrocarbures prévoit le partage de la production avec les contractants et une option de participation publique d'au moins 10 %. À Madagascar, ce n'est pas la taille géologique de la ressource, mais la nature du pétrole qui complique son exploitation. L'Office des mines nationales et des industries stratégiques (OMNIS) estime à 1,7 milliard de barils l'huile lourde contenue à Tsimiroro. Doté d'un plan de développement approuvé en 2015, le projet reste pourtant en phase de développement. Son pétrole est une huile lourde, ce qui complique son extraction et sa valorisation. Madagascar Oil approvisionne déjà des entreprises locales en fuel lourd depuis septembre 2022. En revanche, l'absence de raffinerie à Madagascar rend complexe la transformation de cette huile en carburants destinés aux véhicules. À une tout

autre échelle, le Venezuela illustre la même contrainte. Ses 303 milliards de barils de réserves prouvées, les plus importantes au monde, sont majoritairement constitués de brut extra-lourd, dont l'exploitation reste difficile.

Même une grosse découverte ne suffit pas

La Namibie montre que le problème ne concerne pas seulement les petits gisements. Après plusieurs découvertes sur la licence PEL39, Shell a déprécié en 2025 quelque 400 millions de dollars d'actifs, invoquant notamment une faible perméabilité des réservoirs et une forte proportion de gaz qui compliquaient leur développement. En juin 2026, le forage Merlin-1X a toutefois rencontré du pétrole léger dans un réservoir de meilleure qualité, conduisant Shell à poursuivre l'évaluation d'une commercialisation du bloc. Ces projets devront trouver leur place dans un marché dont l'avenir reste prometteur. Dans son scénario intégrant les politiques déjà adoptées ou officiellement proposées, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) voit la demande mondiale de pétrole plafonner autour de 102 millions de barils par jour vers 2030, avant de décliner progressivement. Si seules les politiques actuellement en vigueur sont prises en compte, elle atteindrait encore 113 millions de barils par jour en 2050, selon le World Energy Outlook 2025. L'OPEP prévoit pour sa part 124 millions de barils par jour en 2050. À titre de comparaison, la demande mondiale tourne aujourd'hui autour de 105 millions de barils par jour.

Agence

ÉTHIOPIE-DJIBOUTI

Dangote et les deux États prévoient un pipeline pétrolier de 660 millions \$

L'Afrique de l'Est cherche à renforcer ses corridors énergétiques, alors que les États enclavés dépendent de leurs voisins pour leurs approvisionnements. Dans la région, raffineries, terminaux et réseaux de transport redessinent les flux pétroliers. L'Éthiopie, Djibouti et le groupe nigérian Dangote se lancent dans un projet de 660 millions de dollars destiné au transport de produits pétroliers raffinés entre les deux pays. Long de 120 km, le pipeline reliera Damerjog, à Djibouti, à Dewele, en Éthiopie, avec respectivement des installations de stockage d'environ 375 000 m<sup>3</sup> et 800 000 m<sup>3</sup> sur les deux sites. Le projet a été annoncé le 24 septembre par le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed lors d'une visite à Djibouti, aux côtés du président Ismail Omar Guelleh et du président du groupe Dangote, Aliko Dangote. Ethiopian Investment Holdings (EIH), la société publique chargée de gérer les investissements de l'État éthiopien, Dangote Industries et Great Horn Investment Holding, la société publique d'investissement de Djibouti, ont signé un mémorandum d'entente pour son développement. Les trois dirigeants ont également posé la première pierre de l'infrastructure, dont la mise en service est pré-

vue dans un délai de 18 mois. Le dispositif doit associer la réception maritime et le stockage à Damerjog au transport par conduite, puis au stockage et à la livraison des carburants à Dewele. Il doit ainsi assurer la continuité logistique entre le point d'entrée des produits et les infrastructures éthiopiennes. Cette organisation répond à une contrainte structurelle pour Addis-Abeba. Sans accès à la mer depuis 1993, avec l'indépendance de l'Erythrée, l'Éthiopie utilise Djibouti comme principal débouché maritime, tandis qu'une grande partie de ses importations de produits pétroliers est acheminée à l'intérieur du pays par camions-citernes. Le recours à la conduite doit réduire les coûts et les délais associés à cette logistique sur le corridor entre les deux pays. « Avec Ismail Omar Guelleh et Aliko Dangote, nous annonçons aujourd'hui un investissement stratégique majeur visant à relier Damerjog, à Djibouti, à Dewele, en Éthiopie, par un nouveau pipeline destiné au transport de produits pétroliers raffinés, doté de terminaux de stockage à ses deux extrémités », a commenté le Premier ministre éthiopien. EIH attribue également à l'investissement un enjeu de fiabilité des approvisionnements. La réduction des goulets

d'étranglement doit faciliter la circulation des carburants et renforcer la résilience de la chaîne logistique. Le remplacement d'une partie des trajets routiers devrait en outre réduire l'empreinte carbone associée à leur transport.

Dangote étend son empreinte énergétique en Afrique de l'Est

L'opération prolonge le rapprochement entre EIH et Dangote dans l'industrie éthiopienne. Les deux partenaires travaillent déjà sur un complexe d'engrais à Gode, dans la région Somali. Initialement évalué à 2,5 milliards de dollars pour une capacité annuelle de trois millions de tonnes d'urée, le projet a depuis vu son périmètre élargi, portant l'investissement prévu à plus de 4 milliards de dollars. Il comprend notamment une unité de production de NPK, une centrale électrique de 120 MW, un gazoduc de 110 km et une unité de production d'emballages en polypropylène. Le groupe nigérian élargit aussi ses activités énergétiques en Afrique de l'Est. Au Kenya, il doit lancer avec le gouvernement la construction d'une raffinerie de 700 000 barils par jour.

R I/Agence

ROUTE MAROUA-BOGO-POUSS  
La clôture du prêt BAD laisse 12 milliards de FCFA d'impayés aux entreprises chinoises

Les entreprises chinoises CGCOC Group et Xinjiang Communication Construction Group, chargées de l'aménagement de la route Maroua-Bogo-Pouss dans l'Extrême-Nord, cumulent environ 12 milliards de FCFA de créances impayées sur leurs travaux. Selon un document présenté lors de la revue des projets routiers à financement conjoint, le 23 septembre 2026 à Yaoundé, cette situation découle notamment de la clôture, le 31 décembre 2024, de l'accord de prêt de la Banque africaine de développement (BAD), alors que les deux chantiers étaient encore en cours. Depuis janvier 2025, les décomptes correspondant à la contribution de la BAD ne sont plus réglés, indique le document consulté par l'investisseur au Cameroun. La Banque finance 85 % des dépenses concernées, contre 15 % pour l'État camerounais. CGCOC Group, titulaire du lot 1, fait état d'environ 9 milliards de FCFA d'impayés. Le document ventile notamment 8 milliards de FCFA sur la part BAD et 849 millions sur la contribution de l'État. Xinjiang Communication Construction Group, qui réalise le lot 2, affiche pour sa part environ 3 milliards de FCFA de créances, avec 2 milliards imputés à la part BAD et 346 millions à celle du gouvernement. Le problème de paiement est désormais présenté par CGCOC comme la principale contrainte sur son chantier. Lors de la revue du 23 septembre, un responsable de l'entreprise a affirmé que celle-ci n'avait plus reçu de paiement depuis près de deux ans. Le ministère des Travaux publics reconnaît également que des décomptes non réglés ont ralenti l'exécution du lot 1, qui atteint néanmoins 84 %. Les informations publiées par sa cellule de communication situent le coût de cette section à 24,71 milliards de FCFA hors taxes.

Yaoundé demande la réouverture du financement BAD

Pour apurer les arriérés relevant du financement extérieur, le ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire a saisi la BAD par courrier le 20 août 2026 afin d'obtenir la réouverture de l'accord de prêt, selon le document de revue. Le ministère des Travaux publics estime que cette procédure permettrait de reprendre le règlement des décomptes correspondant à la part de la Banque. Les paiements relevant de la contrepartie camerounaise se poursuivent pour leur part, tandis que de nouvelles ressources sont annoncées au titre de l'exercice 2026. La réouverture du prêt ne règle toutefois pas à elle seule le financement de tous les travaux restant à exécuter. Parmi les options examinées figure le transfert du reliquat des activités et des ressources vers un autre projet encore actif financé par la BAD, notamment le Projet d'aménagement territorial et de promotion du secteur privé dans l'Extrême-Nord.

R I.

POINT-MARCHÉS

Les actions prennent les obligations de haut

La semaine aura, une fois de plus, été volatile pour les places financières, avec la flambée des rendements obligataires et les fortes variations des cours pétroliers, dans un sens comme dans l'autre. Le bilan hebdomadaire s'avère quasi stable pour les grands indices, hormis pour le Nasdaq qui a inscrit de nouveaux records grâce à l'IA. Les opérateurs semblent globalement plus sereins, avec l'espoir d'une réouverture du détroit d'Ormuz ou du moins d'une accalmie au Moyen-Orient. La prudence domine, limitant encore l'appétit pour le risque.

TOPS / FLOPS DE LA SEMAINE

TOPS EUROPE

Raspberry Pi +30,07 % : le concepteur britannique d'ordinateurs monocarte haute performance s'envole après avoir annoncé une explosion de ses résultats au premier semestre 2026. Sur six mois, le bénéfice après impôts attribuable aux actionnaires atteint 17,1 millions de dollars, contre 5,4 millions un an plus tôt.

Ams-OSRAM +17 % : le fabricant autrichien de semi-conducteurs grimpe après avoir dévoilé des composants photoniques clés destinés aux infrastructures d'intelligence artificielle (IA) de prochaine génération.

Secunet Security Networks +14 % : le fournisseur allemand de solutions de sécurité informatique bondit après la publication par Reuters d'un document faisant état de commandes de technologies de chiffrement pouvant atteindre 1,7 milliard d'euros de la part des forces armées allemandes.

Christian Dior +12,68 % : la holding française s'enflamme après l'officialisation d'un projet d'offre volontaire de la famille Arnault visant à simplifier la structure actionnariale du groupe LVMH.

FLOPS EUROPE

Novo Nordisk -10,14 % : le laboratoire pharmaceutique danois recule au lendemain de sa journée investisseurs. Le marché juge les perspectives présentées par la direction insuffisamment convaincantes face aux difficultés déjà identifiées.

Canal+ -9,48 % : le média dévisse après que Bercy a indiqué aux "Echos" vouloir supprimer le taux réduit de TVA de 10% applicable aux télévisions linéaires. Une telle mesure pourrait avoir de lourdes répercussions sur l'activité du groupe.

Orange -5,79 % : l'opérateur télécoms poursuit son recul, alors que les investisseurs s'interrogent sur l'impact des agents d'intelligence artificielle comme Muse.

TOPS US

Grail +57,1 % : le spécialiste américain du dépistage précoce du cancer a reçu un avis favorable du comité consultatif de la FDA pour son test sanguin Galleri. Cet avis ouvre la voie à une autorisation, sans la garantir.

Moderna +29,11 % : le laboratoire américain présentera fin octobre, lors du congrès

européen d'oncologie, les résultats de phase 3 de son vaccin thérapeutique personnalisé contre le mélanome. Deux autres études, dans le pancréas et le poumon, seront aussi dévoilées. De quoi relancer l'intérêt pour sa plateforme ARN messenger, son principal relais de croissance.

Intel +13,26 % : le géant américain a profité du rebond des semi-conducteurs, porté par le reflux du pétrole et des taux longs, et par la détente commerciale avant le sommet Trump-Xi. Plusieurs courtiers ont relevé leur objectif, saluant le redressement de sa fonderie et la demande en processeurs pour serveurs. Les discussions avec SK Hynix entretiennent le scénario de retournement.

FLOPS US

Gen Digital -25,47 % : l'éditeur de logiciels de cybersécurité grand public (Norton, Avast) a chuté après les informations du Financial Times sur une approche en vue de racheter GoDaddy. Le marché sanctionne une diversification jugée éloignée de son métier, sur un dossier de taille conséquente. Les discussions restent préliminaires et aucune des deux sociétés n'a commenté.

HP-9,01 % : le fabricant américain d'ordinateurs anticipe une baisse des volumes de PC pour tout le secteur en 2027. En cause, l'envolée des prix de la mémoire, alimentée par la demande liée à l'IA, qui renchérit les machines et freine la demande grand public. Le lancement de son Googlebook 14 n'a pas suffi à rassurer.

FedEx -5,86 % : le consortium dont le transporteur fait partie, aux côtés d'Advent International et PPF Group, a déclaré inconditionnelle son offre de 7,8 milliards d'euros sur le polonais InPost. Le marché s'interroge sur ce pari en Europe, en pleine réorganisation du groupe, alors que le niveau record du diesel pèse déjà sur la logistique.

Matières premières

Les tensions géopolitiques ont creusé l'écart entre le Brent et le WTI, soumis à des dynamiques opposées cette semaine. Le Brent a gagné du terrain à 105 USD le baril, après un trou d'air en milieu de semaine, porté par les risques sur l'offre au Moyen-Orient, tandis que le WTI a chuté de 5,9% à 92,70 USD. La perspective de restrictions américaines sur les exportations de diesel pèse sur le brut américain et porte l'écart entre les deux références à 12 USD.

En parallèle Washington et Téhéran négocient à New York une sortie de guerre par étapes : l'Iran rouvrirait le détroit d'Ormuz en échange d'une levée du blocus économique américain. Selon un responsable, environ 60 navires commerciaux y ont transité mercredi avec 22 millions de barils, mais aucun accord politique n'est encore acquis.

En Russie, des drones ukrainiens ont frappé les raffineries de Novochakhtinsk et de la région de Perm, la première ayant temporairement suspendu ses activités. En Arabie saoudite, les attaques des Houthis et les menaces sur Yanbu, important débouché pétrolier sur la mer Rouge, ravivent les craintes sur les exportations du royaume. Sur les autres marchés, l'or a reculé de 2,6% à 4 265 dollars l'once et l'argent de 4% à 63,59 dollars, tandis que le cuivre a progressé de 1,1% à 6,69 dollars la livre.

Macroéconomie

Macro : La remontée des taux n'en finit plus. Mi-septembre, le seuil des 5% sur le 10 ans américain semblait être un plafond. Pas seulement parce que c'est un niveau psychologique, mais aussi parce que la Fed est désormais de la partie. La semaine dernière, la Réserve Fédérale a relevé son taux directeur de 25 points de base. Un mouvement interprété comme le début d'un cycle de hausses de taux. Mais les taux longs ont repris leur chemin à la hausse ces derniers jours. Le 10 ans américain a franchi les 5.2% cette semaine. Le PMI manufacturier, ressorti à son plus haut niveau depuis juillet 2021, a alimenté le narratif d'une économie américaine en phase de réaccélération. En parallèle, une adjudication d'obligations à 2 ans a montré que les investisseurs demandaient des taux plus élevés. Enfin, la remontée du baril de Brent au-delà des 100 dollars conti-

nue d'entretenir les craintes inflationnistes.

Crypto : Le bitcoin (BTC) poursuit la progression entamée la semaine précédente et évolue désormais autour de 84 000 USD, soit une hausse de plus de 7%. L'actif numérique est ainsi parvenu à surmonter le récent blocage du CLARITY Act ainsi que la hausse des taux directeurs intervenue la semaine dernière. La tendance s'est nettement accélérée en début de semaine, portée notamment par les achats de cryptomonnaies réalisés par les investisseurs institutionnels pour alimenter leurs fonds indiciels. Cet élan a permis au BTC d'atteindre brièvement la barre des 87 000 dollars, avant que la progression ne s'essouffle avec la remontée des prix du pétrole et des rendements des bons du Trésor américain. La semaine prochaine semble alors charnière pour confirmer ou non la continuité de cette tendance ainsi que la fameuse sortie de ce fameux deuxième "hiver crypto" dont parlent les analystes. Le retour du stress sur le marché obligataire n'a pas pesé outre mesure sur les actions, qui restent captivées par l'intelligence artificielle. Mais l'environnement reste porteur pour les hausses de taux.

A ce propos, le mandat de la banque centrale américaine porte sur le contrôle des prix et sur l'emploi. La Fed aura de quoi faire la semaine prochaine avec l'inflation PCE d'août (mercredi) et les données de septembre sur le marché du travail (vendredi). Dans le reste du monde, la Banque de réserve d'Australie devrait annoncer un statu quo (mardi) et les grandes économies de la zone euro (Allemagne, France, Italie) risquent de communiquer des chiffres d'inflation en accélération en septembre (mercredi).

Agence

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street termine en hausse avec Microsoft et l'IA

La Bourse de New York a fini en hausse vendredi grâce à Microsoft et d'autres valeurs technologiques liées à l'IA. Le niveau élevé des cours du brut et des rendements du Trésor américain continue cependant d'inciter les investisseurs à la vigilance au terme d'une semaine en dents de scie.

L'indice Dow Jones a gagné 0,93%, ou 478,64 points, à 51.828,62 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a pris 39,28 points, soit 0,51% à 7.743,41 points. Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 129,34 points, soit 0,48% à 27.068,716 points.

Sur la semaine, le S&P 500 a progressé de 1,22%, le Nasdaq de 2,06% et le Dow Jones de 0,28%, selon les données provisoires de fin de séance.

L'un des titres phares de la séance, Microsoft a dévoilé de nouvelles fonctionnalités de son application Copilot, notamment un outil de programmation et un agent IA disponible en permanence. Le groupe a gagné 3,7%.

L'action Akamai Technologies a gagné plus de 3% après la conclusion d'un accord de 11,6 milliards de dollars (10,17 milliards d'euros) dans le domaine du cloud avec Anthropic, acteur majeur de l'IA. L'accord prévoit l'émission d'un bon de souscription qui pourrait permettre à Anthropic de détenir jusqu'à 5% du capital d'Akamai.

"C'est un signe positif dans la mesure où les investissements se poursuivent et où des accords continuent d'être conclus", a commenté Thomas Martin, gestionnaire de portefeuille chez Globalt Investments à Atlanta.

Le fabricant de puces Qualcomm a gagné 4 % et Dell a progressé de 5%.

Meta Platforms a en revanche reculé de 3,3%, sans doute sur des prises de bénéfice. Le géant des réseaux sociaux avait bondi d'environ 13% cette semaine, porté par l'accueil favorable réservé à son agent d'IA Muse.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 24 Septembre 2026  
Valeur : 28 Septembre 2026

| BASE | DEVICES |                     |  | COURS ACHAT | COURS VENTE |
|------|---------|---------------------|--|-------------|-------------|
| 1    | USD     | US DOLLAR           |  | 133.6432    | 133.6582    |
| 1    | EUR     | EURO                |  | 152.2731    | 152.3035    |
| 1    | GBP     | POUND STERLING      |  | 177.0343    | 177.1011    |
| 100  | JPY     | JAPANESE YEN        |  | 84.5201     | 84.5456     |
| 1    | CNY     | CHINESE YUAN        |  | 19.9129     | 19.9163     |
| 1    | CHF     | SWISS FRANC         |  | 161.5414    | 161.6181    |
| 1    | CAD     | CANADIAN DOLLAR     |  | 94.7287     | 94.7594     |
| 1    | DKK     | DANISH KRONE        |  | 20.3684     | 20.3738     |
| 1    | SEK     | SWEDISH KRONA       |  | 13.5373     | 13.5410     |
| 1    | NOK     | NORWEGIAN KRONE     |  | 14.1074     | 14.1116     |
| 1    | AED     | UAE DIRHAM          |  | 36.3873     | 36.3933     |
| 1    | SAR     | SAUDI RIYAL         |  | 35.5907     | 35.5966     |
| 1    | KWD     | KUWAITI DINAR       |  | 434.1884    | 434.3783    |
| 1    | TND     | TUNISIAN DINAR      |  | 44.9804     | 45.4325     |
| 1    | MAD     | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.9350     | 13.9365     |
| 1    | LYD     | LIBYAN DINAR        |  | 20.8440     | 20.9505     |
| 1    | MRU     | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.3361      | 3.3465      |
| 1    | SDR     | SPEC. DRA. RIGHTS   |  | 181.9620    | 181.9620    |

CONTRÔLE DE L'IA

# Les États-Unis et la Chine vont créer un «canal de communication» bilatéral dédié aux incidents

Profitant de la visite d'État du président chinois Xi Jinping à Washington, les deux superpuissances de l'intelligence artificielle ont établi un «Dialogue» pour «échanger des points de vue sur les risques et les avantages».

R I/Agence

Les États-Unis et la Chine vont mettre en place un «canal de communication» pour faire face aux incidents causés par l'intelligence artificielle, a annoncé la Maison-Blanche vendredi 25 septembre. Les deux pays ont établi un «Dialogue États-Unis-Chine sur la super-intelligence pour échanger des points de vue sur les risques et les avantages» de l'IA et sont également convenus de créer un «canal de communication bilatéral» dédié aux incidents, a indiqué la présidence américaine dans une fiche d'information.

L'intelligence artificielle, que le président américain Donald Trump appelle «super-intelligence» depuis quelques jours, a été l'un des thèmes majeurs abordés lors de la visite d'État à Washington du président chinois Xi Jinping, qui s'est achevée vendredi. Rivaux en matière d'IA, les deux pays sont de plus en plus interpellés sur la question des risques après plusieurs épisodes faisant craindre que la technologie n'échappe à ses créateurs. Les deux pays leaders ont la «responsabilité de développer et de gérer l'IA pour le bien commun, et de veiller à ce que son développement reste toujours sous

contrôle humain», a dit Xi Jinping. Donald Trump a au contraire affirmé vouloir en rester «exactement au stade actuel» de régulation. Le ministre américain des Finances, Scott Bessent, avait suggéré la semaine dernière «la mise en place d'un mécanisme de notification» entre les États-Unis et la Chine «en cas d'incidents, si quelque chose est arrivé qui relève de la sécurité nationale». «Nous pensons qu'il est très important de passer d'une situation d'opacité à davantage de transparence entre les première et deuxième puissances mondiales en matière d'IA», avait-il affirmé.

POUR L'OCDE

## La France décroche alors que l'économie mondiale résiste mieux que prévu

L'OCDE a légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale pour 2026, à 2,9%, malgré le choc énergétique lié à la guerre au Moyen-Orient. Mais la France fait figure de mauvais élève. L'économie mondiale résiste. La France, beaucoup moins. Dans ses nouvelles perspectives économiques publiées mercredi, l'OCDE a légèrement relevé sa prévision de croissance mondiale pour 2026, à 2,9 %, soit 0,1 point de plus que dans son estimation de juin. Une révision qui tranche avec celle concernant l'Hexagone : la croissance française est désormais attendue à 0,4 %, contre 0,7 % auparavant.

L'écart est particulièrement frappant avec la zone euro. L'organisation table désormais sur une progression de 1 % de son activité cette année, soit 0,2 point de plus que prévu trois mois plus tôt. L'Allemagne, longtemps considérée comme le maillon faible de la zone, bénéficie même d'une nette révision à la hausse, à 1,1 %, contre 0,7 % précédemment. La France décroche donc au moment où son principal partenaire économique retrouve un peu d'élan. « La croissance économique mondiale a ralenti mais est restée résiliente », constate globalement l'OCDE. Après 3,4 % en 2025, l'économie mondiale

devrait certes ralentir à 2,9 % cette année, sous l'effet de l'énergie plus chère et de prix qui érodent le pouvoir d'achat. Mais le choc provoqué par la guerre au Moyen-Orient s'est jusqu'ici révélé moins violent que redouté. Plusieurs facteurs ont permis à l'économie mondiale d'amortir la flambée énergétique. L'OCDE cite « les mesures de soutien gouvernemental discrétionnaires, le recours partiel à des matières premières de substitution (comme le charbon, NDLR), l'augmentation de l'offre ne provenant pas des économies du Golfe et les prélèvements dans les stocks de pétrole ». Un autre

moteur joue un rôle inattendu : l'intelligence artificielle. L'OCDE souligne « le dynamisme persistant des activités liées à l'intelligence artificielle (IA) », qui continue de soutenir l'investissement, notamment aux États-Unis. Mais la France dispose de moins de marges de manœuvre pour absorber de nouveaux chocs. Ses finances publiques sont déjà sous pression, tandis que le coût de son endettement augmente. Les taux d'emprunt à long terme de l'État français évoluent autour de 4,5 %, leur niveau le plus élevé depuis au moins quinze ans.

R I.

CARBURANTS

## L'énergéticien Eni plafonne les prix de l'essence et du gazole en Italie pour trente jours

Le gouvernement italien a salué l'initiative du groupe dans un communiqué, y voyant «un geste louable en faveur de l'Italie, qui va dans le sens souhaité d'un apaisement de la flambée des prix des carburants». Le groupe énergétique italien Eni a annoncé vendredi 25 septembre qu'il appliquerait à partir de lundi en Italie un plafonnement sur les prix de l'essence et du gazole pour une durée initiale de trente jours. «Eni a fixé un prix maximal pour les carburants commercialisés par Eni à 2,19 EUR/l pour le gazole et 1,99 EUR/l pour l'essence», indique le géant des hydrocarbures italien dans un communiqué. Ce plafonnement, correspondant à une réduction d'environ 17 centimes par rapport aux niveaux de prix moyens actuels, entrera en vigueur «à partir du 28 septembre, pour une durée initiale de 30

jours, avec possibilité de prolongation jusqu'à la fin de l'année», ajoute le groupe. Cette annonce intervient alors qu'à partir de samedi 26 septembre, la réduction des taxes sur le gazole consentie par le gouvernement italien pour endiguer la hausse des prix des carburants due au contexte international sera divisée par deux. Elle passera en effet de 12,2 centimes par litre à 6,1 centimes par litre. «La contraction de l'offre de produits raffinés sur le marché international, résultant des crises géopolitiques actuelles, associée à un manque de capacités de raffinage au niveau européen (près de 30 raffineries fermées au cours des 15 dernières années), a porté les prix des carburants à des niveaux extrêmement élevés pour les ménages et les entreprises italiennes», rappelle Eni dans son communiqué.

Dans ce contexte, le groupe dit vouloir «apporter une nouvelle contribution de solidarité au pays, aux consommateurs et à sa clientèle, qui s'ajoute aux initiatives déjà prises par la société depuis mars dernier, à travers une répercussion seulement partielle de la hausse des cotations internationales sur les prix conseillés dans son réseau de stations-service.» Le gouvernement italien a salué l'initiative du groupe dans un communiqué, y voyant «un geste louable en faveur de l'Italie, qui va dans le sens souhaité d'un apaisement de la flambée des prix des carburants». Sous la marque Eni/Agip, Eni est le leader du marché italien de la distribution de carburant. Fin 2025, le groupe comptait près de 4000 stations-service dans la péninsule.

Agence

ESPAGNE

## La Renfe, compagnie ferroviaire publique, touchée par une cyberattaque

L'entreprise a indiqué que cet incident faisait suite à «plusieurs semaines» de tentatives d'attaques qui avaient été «détectées et bloquées avec succès». La compagnie ferroviaire publique espagnole Renfe a annoncé vendredi avoir été victime d'une cyberattaque ayant entraîné la fuite de certaines données d'utilisateurs, les médias rapportant que ses auteurs ont utilisé l'intelligence artificielle, une première en Espagne. Renfe a indiqué dans un communiqué que «l'incident de cybersécurité» trouvait son origine dans des serveurs du gestionnaire d'infrastructures ferroviaires public Adif, qui avaient été «préalablement compromis et interconnectés avec les systèmes de l'entreprise». Les auteurs de cette cyberattaque «n'ont pu accéder qu'à des informations limitées sur les utilisateurs, principalement des noms et des adresses mail» et il n'existe pas de «preuve formelle» d'une publication de ces données, a précisé l'entreprise espagnole. «Il n'y a pas d'élément montrant un accès à des données bancaires ou financières, à des moyens de paiement, à des documents d'identité ou à d'autres informations particulièrement sensibles», a ajouté la Renfe, qui a transporté plus de 531 millions de personnes l'an dernier. L'entreprise a indiqué que cet incident faisait suite à «plusieurs semaines» de tentatives d'attaques qui avaient été «détectées et bloquées avec succès». Le trafic ferroviaire se déroule normalement, selon la Renfe. Selon le quotidien espagnol El Mundo qui cite des «sources proches de l'enquête», une organisation criminelle a utilisé «un système similaire» à l'IA d'Anthropic pour attaquer le site internet d'Adif, qui était inaccessible vendredi soir. El Mundo affirme qu'il s'agit de la première cyberattaque par IA visant le site internet d'une entreprise publique espagnole et précise que l'incident a duré «plusieurs jours». Une porte-parole de la Renfe a refusé de dire combien d'utilisateurs avaient été touchés par la violation de données, ni à quel moment elle s'était produite. Les cybercriminels se sont emparés de 500 Go de données, ont rapporté El Mundo et d'autres médias. Selon La Razón, qui s'appuie sur des sources proches du dossier, «le modus operandi laisse penser à un groupe étranger». L'inquiétude s'amplifie dans le monde quant au pouvoir des outils d'IA après une série d'incidents de piratage impliquant des modèles du développeur de ChatGPT, OpenAI, et de son rival Anthropic. Les mises en garde se sont intensifiées concernant de possibles attaques hybrides, incluant des incidents de cybersécurité, contre les alliés occidentaux de l'Ukraine, quatre ans et demi après le début de l'invasion du pays par la Russie.

R I.

## COURSE À LA LUNE

# le patron de la NASA ne s'en cache pas, il redoute que la Chine accapare le pôle Sud

Le report de la mission lunaire chinoise Chang'e 7 a visiblement soulagé Jared Isaacman, l'administrateur de la NASA. Car selon lui, la bataille du pôle Sud se joue maintenant, et chaque mois compte.



Le 24 août dernier, la Chine devait envoyer un orbiteur, un atterrisseur, un rover et un robot sauteur sur la Lune. Mais la veille au soir, Pékin a annulé le lancement sans explication détaillée. La tempête tropicale Narra, qui balayait alors la région, serait en cause. Problème, la fenêtre de tir vers le pôle Sud est très étroite. Quelques jours de retard suffisent à la décaler d'au moins un mois, et la mission ne partira finalement pas avant début 2027. Un soulagement pour la NASA.

« Nous avons peut-être évité une balle »

« Ils visent exactement le même endroit au pôle Sud », a rappelé Jared Isaacman ce 23 septembre, lors de la conférence Off World à Houston. « Nous avons peut-être évité une balle avec Chang'e 7, car la mission se serait posée dans le cratère Shackleton », a-t-il poursuivi. Une zone extrêmement convoitée. Car ses reliefs élevés plongent certaines zones dans une ombre permanente, formant des « pièges froids » où de l'eau gelée se serait

accumulée pendant des milliards d'années. Or, pour la NASA comme pour Pékin, seule une poignée de kilomètres carrés compte vraiment pour installer une base durable. Chang'e disposait de technologies que la NASA ne développe que depuis quelques mois. « Elle aurait pu nous priver d'accès à certains des sites les plus intéressants », affirme l'administrateur. Il estime, en outre, que l'objectif ultime de la Chine est d'apprendre à exploiter la glace et s'entraîner pour sa prochaine grande étape : poser le premier homme sur Mars.

**Bien plus qu'une question de prestige**

Depuis son investiture, l'entrepreneur clame son ambition de ne pas se faire devancer par l'Empire du Milieu. D'après lui, l'enjeu dépasse largement l'espace : si la Chine pose un astronaute sur la Lune avant les États-Unis, le reste du monde pourrait changer de camp. Les pays se demanderaient alors vers qui se tourner pour leur sécurité, leurs équipements militaires ou même l'intelligence artificielle. « Si vous arrivez second, l'impact se fait sentir dans le monde entier », résume-t-il. Mais la NASA a, elle aussi, ses propres retards. Dans un mémo interne daté du 20 septembre, Isaacman reconnaît qu'Artemis III accuse environ 90 jours de retard sur son calendrier, alors que deux alunissages restent visés en 2028. Un nouveau point est attendu début octobre.

**IA : Elon Musk l'annonce, le supercalculateur Colossus 2 devrait doubler son nombre de GPU NVIDIA**



Dans la course à l'IA, il ne faut pas oublier SpaceX, qui a absorbé xAI (Grok). Une société qui va bénéficier d'un énorme afflux de GPU dans les prochains mois ! Si l'énergie est une nécessité absolue pour l'IA afin d'alimenter les immenses data centers, pour les construire, il faut empiéter un nombre extraordinaire de GPU. Et des GPU NVIDIA si possible. Dans ce domaine, Elon Musk peut se targuer d'une longue relation avec Jensen Huang, le fondateur de la firme, et grand zéloteur de l'intelligence artificielle. Une relation de qualité qui a peut-être permis à l'homme le plus riche du monde de bénéficier de commandes d'exceptions.

**Elon Musk annonce plusieurs centaines de milliers de nouveaux GPU NVIDIA pour Colossus 2**

xAI fonctionne grâce à deux clusters de supercalculateurs Colossus 1 et Colossus 2, tous deux situés à Memphis (Tennessee). Et ce dernier devrait voir ses capacités être grandement améliorées dans les prochains mois. En effet, Elon Musk vient d'indiquer dans un message posté sur X qu'à l'heure actuelle, Colossus 2 intégrait 110 000 systèmes GB 200 et 440 000 systèmes GB 300. Et la semaine prochaine, il va intégrer 220 000 nouveaux systèmes GB 300.

**Elon Musk annonce que SpaceX deviendra le numéro 1 de l'IA dans 6 mois**

Et toujours selon le même message, ça ne devrait pas s'arrêter là. Au mois de novembre, une nouvelle four-née de 220 000 GB 300 est prévue, avant éventuellement, si la « chance » est au rendez-vous, l'arrivée d'une dernière tranche de 220 000 derniers systèmes GB 300 au mois de décembre. Une annonce qui permet à l'homme le plus riche du monde d'étayer son affirmation, selon laquelle SpaceX pourrait devenir le numéro 1 du secteur de l'intelligence artificielle d'ici six mois. Il a par ailleurs expliqué que « le hardware est un domaine complexe. Mettre rapidement en ligne une puissance de calcul massive est incroyablement difficile. SpaceX a démontré des capacités exceptionnelles à cet égard et ne fera que s'améliorer. » De quoi voir loin ?

## Bitget piraté : 351 millions de dollars dérobés par des hackers, la Corée du Nord accusée



C'est un hack qui devrait faire date, et qui a touché une des plateformes cryptos les plus importantes au monde : Bitget. Et les hackers à l'origine de cette opération pour-

raient bien venir de Corée du Nord ! Il y a près d'un an et demi, on enregistrait le plus important hack en cryptomonnaie de l'histoire après la cyberattaque de Bybit. À

l'époque, c'était ainsi près de 1,5 milliards de dollars en cryptomonnaies qui avaient été récoltés par les assaillants, attaque qui avait été attribuée au groupe nord-coréen Lazarus. Aujourd'hui, il semble que l'on retrouve le même modèle !

**Bitget se fait hacker pour 351 millions de dollars de cryptomonnaies**

Hier et aujourd'hui, Bitget, qui appartient au top 5 des plus grandes plateformes de cryptomonnaie de la planète, a annoncé avoir été la victime d'un hack d'envergure, avec une somme volée d'une valeur d'environ 351 millions de dollars. Les pirates ont ciblés les hot wallet, ces portefeuilles connectés

directement à internet et qui sont en général utilisés pour faire du trading (en opposition aux cold wallet, faits pour préserver en sécurité et hors ligne un portefeuille crypto).

**La Corée du Nord pointée du doigt pour ce casse de l'année**

Depuis, Bitget a suspendu les retraits sur la plateforme. Celle-ci cherche dans le même temps à rassurer ses clients, en indiquant posséder un fond de protection des utilisateurs de Bitget dont la valeur est de 464 millions de dollars, soit un montant suffisant pour couvrir l'ensemble des pertes éventuelles. « Les soldes des comptes clients restent exacts, et les dépôts ainsi que les

opérations de trading se poursuivent normalement » défend ainsi la plateforme, malgré les craintes dues à la suspension des retraits. Pour ce qui est de la question des fautifs, comme on vous le disait plus haut, on retrouve le même schéma que lors du casse de Bybit. Bitget précise ainsi que les modalités de l'attaque « correspondent tout à fait aux schémas connus des groupes de pirates informatiques nord-coréens. » Il faut dire aussi que ce pays est souvent le suspect numéro 1 pour ce genre d'opération, la firme spécialisée dans l'analyse de la blockchain TRM Labs estimant que la Corée du Nord serait à l'origine des trois quarts des vols de cryptos enregistrés en 2026.

## 2,1 MILLIONS DE VOLKSWAGEN AU GARAGE

# Golf, Tiguan et Touran sous le coup d'un rappel mondial

En pleine crise, Volkswagen doit faire face à un nouveau défi. La marque allemande vient de lancer une vaste campagne de rappel mondiale concernant plus de 2,1 millions de véhicules, dont près de 900 000 de l'autre côté du Rhin. En cause : un risque de faiblesse au niveau de la fixation du boîtier de direction touchant les Golf, Tiguan, Touran et Caddy produits entre 2013 et 2024. Si aucun accident n'est à déplorer, l'opération s'annonce colossale.

Faire revenir plus de 2,1 millions de voitures au garage dans le monde ? C'est le sacré défi que Volkswagen se prépare à devoir relever. Selon le ministère des transports allemand, la marque allemande vient en effet de lancer une grande campagne de rappel. Le but est d'éviter un possible problème au niveau de la direction. Il est cependant inutile d'appeler le service après-vente pour le moment : le constructeur nous a indiqué qu'il n'a pas encore reçu d'informations sur cette opération pour la France. Mais ce n'est sans doute qu'une question de temps puisque près de 900 000 véhicules sont attendus en atelier de l'autre côté du Rhin.

### Quelles sont les voitures concernées par ce rappel Volkswagen géant ?

Les modèles concernés ont par ailleurs tous été commercialisés dans l'Hexagone. La compacte Golf et le SUV Tiguan font même partie des meilleures ventes sur notre marché. Des monospaces Touran et des utilitaires ou ludospaces Caddy peuvent également être touchés par ce rappel. Cette opération porte sur des voitures fabriquées entre le 24 septembre 2013 et le 1er juillet 2024. Une très longue plage de production qui explique aussi le nombre très élevé de véhicules à rectifier. Plusieurs générations de ces quatre modèles pourraient ainsi potentiellement être convoquées au garage. Sur la Golf, notez en outre que la version break SW, appelée Variant en Allemagne, est également concernée. D'après le KBA, il n'y aurait toutefois aucun incident connu dans le monde à ce jour. On est donc plutôt dans le principe de précaution.



### Quel est le problème à l'origine de ce rappel chez VW ?

Connue sous le code 48VS en interne, cette campagne est liée à une faiblesse dans la fixation du boîtier de direction,

selon nos confrères allemands d'Auto Motor und Sport. A la longue, l'infiltration d'humidité peut entraîner la corrosion du vis. Cela rappelle à nouveau que la rouille n'épargne pas les voitures modernes. Si la tête de vis se rompt, le boî-

tier de direction ne reste connecté au berceau avant que par un seul point. Sous de fortes contraintes, le carter de boîtier de direction peut alors s'endommager en allant jusqu'à empêcher de faire braquer les roues avant. Ce phénomène pour le moins gênant est surtout susceptible d'arriver lors des manœuvres de stationnement, donc à très basse vitesse. Le risque de blessure grave est donc très limité, d'autant que Volkswagen évoque un taux de défaillance de 1 % maximum sur les véhicules rappelés. D'après la marque, la corrosion apparaîtrait seulement sur des véhicules qui ont circulé de nombreuses années sur des routes où du sel de déneigement est utilisé. On est donc très loin d'une nouvelle affaire Takata, un scandale dans lequel le groupe allemand est parfois accusé de laisser une épée de Damoclès sur la tête de ses clients en annonçant des remplacement d'airbags très lointains.

### Quel est le correctif prévu par Volkswagen ?

Le correctif prévu consiste, lui, simplement à remplacer la vis existante par une vis plus résistante à la corrosion. Il ne semble donc pas forcément trop cher pour le constructeur au premier abord. Effectuer une telle opération sur 2,159 millions de voitures dans le monde pourrait cependant déboucher sur une facture assez salée pour la marque, surtout qu'elle devra aussi prendre en charge la main-d'œuvre. Ce nouveau rappel ne tombe donc pas vraiment au bon moment pour Volkswagen, qui traverse déjà une des pires crises économiques et sociales de son histoire...

## Renault annonce un plan massif pour produire plusieurs nouveaux modèles

Hier, Renault officialisait un très gros plan d'investissement : 600 millions d'euros en Espagne pour produire cinq nouveaux modèles à Valladolid et Palencia, dont deux SUV électriques. Renault a décidé de continuer de s'appuyer sur la compétitivité de la péninsule Ibérique, devenue au passage la cible privilégiée des constructeurs chinois. Il reste maintenant à connaître l'identité des deux modèles électriques, sachant que d'ici là, Renault pourrait réorganiser une partie de sa gamme à batterie devenue tentaculaire. Pendant que les usines automobiles européennes tournent au ralenti — peinant à dépasser les 50 % de leurs capacités de production —, Renault remet une pièce dans la machine ibérique. Le groupe au lo-sange vient d'annoncer un plan d'investissement de 600 millions d'euros d'ici 2030 pour ses sites espagnols de Valladolid et Palencia, qui produi-

sent Austral, Rafale et autres Captur. Au programme : l'affectation de cinq nouveaux modèles, dont deux véhicules 100 % électriques, alors que ce que nous avons compris plus tôt dans l'année était quelque peu différent. Une petite révolution pour la marque, présente depuis 75 ans de l'autre côté des Pyrénées, qui n'y avait encore jamais produit de modèles zéro émission. Et pour mener à bien ce virage, ces deux futurs véhicules dépourvus de moteurs à combustion prendront — sans grande surprise — la forme de SUV. Financé par les fonds propres du constructeur mais aussi par de généreuses subventions publiques régionales et nationales, ce projet vise d'abord à pérenniser plus de 6000 emplois directs. Mais il montre surtout à quel point l'Espagne est devenue un terrain de jeu privilégié pour Renault, qui y a vendu près de 175 000 voitures l'an dernier.

### L'attractivité espagnole pour Renault

Si certains constructeurs se bousculent autant au sud des Pyrénées, ce n'est pas pour le soleil, mais plutôt pour des raisons économiques évidentes. Deuxième producteur de véhicules en Europe derrière l'intouchable Allemagne — avec 1,77 million de voitures sorties de ses chaînes l'an dernier —, l'Espagne dispose d'un réseau d'infrastructures routières et portuaires, l'idéal pour arroser le marché européen. Mais l'atout maître reste le coût du travail. Avec un salaire moyen autour des 1500 € pour un ouvrier de production, la main-d'œuvre y est nettement moins chère qu'en France ou en Allemagne, tout en bénéficiant d'un savoir-faire industriel historique et d'un tissu de sous-traitants. C'est donc guère surprenant de voir par exemple que chez VW Group, l'usine espagnole qui produit la Cupra Raval a récupéré également la Polo,

pourtant historiquement produite en Espagne. Résultat, l'Espagne combine des coûts de production compétitifs à peine supérieures à ceux de l'Europe de l'Est, mais avec la flexibilité logistique et la maturité industrielle plutôt proches... de la France.

### Renault réinvestit, les Chinois arrivent

Cette compétitivité fait aussi de l'Espagne un aimant pour les constructeurs chinois, bien arrêtés à contourner les barrières douanières imposées par Bruxelles sur les véhicules électriques importés. Pour vendre du "made in Europe" sans se ruiner, ces nouveaux acteurs cherchent à mettre la main sur des lignes d'assemblage déjà prêtes. Et ils n'ont qu'à se servir auprès de marques traditionnelles en quête de liquidités. Les exemples récents le prouvent : Chery a repris l'ancienne usine Nissan de Barcelone, tandis que Ford négocie une coentreprise à Valence

avec Geely pour sauver son site. Même constat chez Stellantis, qui envisage de céder une partie de son usine de Madrid à son partenaire chinois Leapmotor. En sécurisant ses sites de Valladolid et Palencia avec ce gros chèque de 600 millions d'euros, Renault verrouille donc ses positions. Quid des nouveaux modèles ? Les deux électriques seront ainsi des SUV et on imagine bien que Renault convertisse l'essai sur le segment supérieur où seul le Scénic opère aujourd'hui. Rafale, Austral ou Espace, lesquels feront le virage ? Toujours est-il que l'Espagne produira la nouvelle plateforme RGEV 2.0 dédiée aux électriques. Et pour donner de l'air aux usines françaises déjà bien occupées par les R5 et autres Mégane, Renault pourrait transférer le Scénic en Espagne sur sa prochaine génération.

Mots fléchés

|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|----------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|----------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| Lieu saint                 | Herbivores                         | Directeur sportif                 | Il y fait chaud           | Aiguiser                               | Constel-lées                       | Popotes pour gradés         |
| Optionnel                  | Versants de colline                | Garçon d'ascenseur                | Dégagé                    |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        | Précurseur de l'aviation (Clément) | Native                      |
| Nommer aux césars          |                                    |                                   |                           | Petits cervidés                        |                                    |                             |
| Vif                        |                                    |                                   |                           | En dessous, la plage                   |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   | Rejetés hors de la maison |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   | Limbes                    |                                        |                                    |                             |
| Eprouvée                   |                                    |                                   |                           | Singe                                  |                                    | Première page               |
| Arbrisseau du Japon        |                                    |                                   |                           | Vinai-grettes à base d'un condiment    |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   | Reconnu comme vrai        |                                        |                                    | Monnaies d'échange          |
| Porte-manteau              | Méliér en certaines régions        |                                   |                           |                                        | Agent de Louis XV                  |                             |
|                            | Sets                               |                                   |                           |                                        | Fumeur italien                     |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   | Services non renvoyés     | Os de poisson                          | Commune de Vénétie                 |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        | Néon                               |                             |
| Chef éthiopien             |                                    | Rouspé-tant                       |                           |                                        |                                    | Informèrent                 |
| Bois de la vigne           |                                    | Squelette                         |                           |                                        |                                    | Lieu d'ensei-gnement        |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    | Elle peut être chronique ou aigue | Carros-serie              |                                        |                                    |                             |
| Coteaux                    | Habité par un être maléfique       |                                   |                           |                                        | En compagnie de                    |                             |
|                            | Faisceau                           |                                   |                           |                                        | Situation recherchée               |                             |
|                            |                                    |                                   | Manches sportives         |                                        |                                    | Marque l'égalité            |
|                            |                                    |                                   | Rigide                    |                                        |                                    | Nickel                      |
| Embarras                   |                                    |                                   |                           | Poitrine                               |                                    |                             |
| Homo-sexuels vulgai-rement |                                    |                                   |                           | Situé chez le notaire                  |                                    | Ancienne Europe économique  |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   |                           | Anonnées                               | Fille du frère                     |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        | Genre au cinéma                    |                             |
| Exsudat patholo-gique      | Une symphonie de Beethoven Extrême |                                   |                           |                                        |                                    | Note de musique             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    | Honorées                          |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    | Armés                             |                           |                                        |                                    |                             |
| Presse                     | Océan                              |                                   |                           | Désigné                                |                                    | Vitesse acquise d'un navire |
|                            | Famille d'oiseaux                  |                                   |                           |                                        |                                    | Fine feuille d'acier        |
|                            |                                    |                                   | Grande école              | Ablette                                |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   |                           | Pour lui                               |                                    |                             |
| Congénital                 |                                    |                                   |                           |                                        | Erbium                             | Valeur refuge               |
|                            |                                    |                                   | Id est                    |                                        | Entre amis                         | Astate                      |
| Organe terminal            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
| Vagues violentes           |                                    |                                   | Toucher au tennis         |                                        | Oiseau échassier migrateur         |                             |
|                            |                                    |                                   |                           |                                        |                                    |                             |
|                            |                                    |                                   |                           | Chaîne de montagnes en Europe Centrale |                                    |                             |

L'ONU demande 202 millions de dollars pour faire face aux effets d'El Nino

L'ONU a demandé 202 millions de dollars pour atténuer les "effets catastrophiques" attendus du phénomène climatique El Nino dans 22 pays, particulièrement à risque, a indiqué, vendredi à Nairobi, un responsable de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Le phénomène El Nino, une variation naturelle du climat qui revient tous les deux à sept ans, est synonyme de sécheresses, d'inondations et de températures records dans le monde.

BOUIRA

37 wilayas participent à la 2e édition du festival du sel naturel à Tamellaht

Au total 37 wilayas du pays prendront part à partir de demain, samedi, à la 2e édition du festival national du sel naturel qui aura lieu dans le hameau de Tamellaht, relevant de la commune d'Ahnif (Est de Bouira), a-t-on appris auprès de la direction du Tourisme et de l'artisanat, initiatrice de l'évènement. Organisé dans le cadre des festivités célébrant la journée mondiale du Tourisme, la nouvelle édition du festival national du sel naturel connaîtra la participation de 1000 personnes, dont des artisans, des guides touristiques, des associations, des ligues de sport, ainsi que des cadres du secteur et des touristes, a fait savoir la directrice du Tourisme, Leila Bouridane. Des artistes ainsi que des écrivains et des associations environnementales figurent également parmi la liste des participants au festival qui se poursuivra jusqu'au 29 du mois en cours, a-t-elle ajouté.

PÉTROLE

Le Secrétaire général de l'OPEP en visite de travail en Algérie

Le Secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), Haitham Al Ghais, effectue une visite de travail en Algérie du 26 au 29 septembre courant, à l'invitation du ministre d'Etat, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, à l'occasion du 10e anniversaire de l'Accord historique d'Alger, indique samedi un communiqué du ministère. Au cours de cette visite, M. Al Ghais aura des entretiens avec nombre de hauts responsables de l'Etat, notamment M. Arkab, pour discuter des développements dans le secteur des hydrocarbures, des perspectives du marché pétrolier mondial et des questions d'intérêt commun, précise la même source. La visite du Secrétaire général de l'OPEP reflète "la qualité des relations entre l'Algérie et l'organisation et la volonté commune de promouvoir le dialogue et la coopération pour la stabilité du marché pétrolier international", ajoute le communiqué. Cette visite revêt également une "dimension particulière" car intervenant à l'occasion de l'anniversaire de l'Accord d'Alger, qui a marqué une "étape décisive" dans le renforcement du dialogue et de la coopération entre les pays membres et non membres de l'organisation, tout en jouant un rôle déterminant dans la mise en place des fondements de la Déclaration de coopération de l'OPEP+. La célébration de cet événement est l'occasion de "rappeler le rôle de l'Algérie et l'importance de l'Accord d'Alger dans l'émergence d'un cadre de coopération sans précédent entre les grands producteurs de pétrole et dans l'instauration d'un dialogue durable visant à soutenir la stabilité du marché pétrolier mondial", conclut le communiqué.



OPEP/ACCORD D'ALGER

Un tournant décisif dans la gouvernance pétrolière mondiale

L'Accord d'Alger, adopté par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), demeure non seulement un évènement majeur dans le processus de rééquilibrage et de stabilisation du marché pétrolier et un tournant décisif dans la gouvernance pétrolière mondiale, mais également un acte fondateur dans la consolidation des relations entre les pays de l'Opep et les producteurs non membres. Cet Accord représente ainsi le point de départ d'une transformation durable de la coopération entre producteurs en établissant un dialogue régulier permettant de coordonner les actions collectives et s'adapter aux transformations du marché pétrolier mondial. En ouvrant la voie à une coopération structurée et sans précédent entre l'OPEP et les principaux producteurs non OPEP, notamment la Russie, l'Accord a contribué à transformer durablement la gouvernance de la coopération pétrolière internationale à travers la Déclaration de coopération réunissant 24 pays influents sur la scène énergétique mondiale autour d'un ajustement global de production, en vue d'accélérer la résorption de l'excédent de stocks et de favoriser le rééquilibrage entre l'offre et la demande. Ainsi, l'Accord d'Alger a constitué un succès majeur de la diplomatie pétrolière algérienne, obtenu dans un contexte de profondes divergences entre les principaux producteurs et d'instabilité du marché. Son importance réside autant dans le compromis atteint que dans le processus diplomatique ayant permis de rétablir un dialogue de haut niveau et de créer les conditions politiques d'une action

commune. Cette dynamique a également marqué le passage d'une approche centrée principalement sur l'OPEP à une logique de responsabilité partagée entre les principaux producteurs mondiaux. C'est dans cet élan que de mécanismes institutionnels déterminants avaient été mis en place, impliquant les pays producteurs, à travers le comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) et le Comité technique de suivi (JTC), dont l'Algérie est un membre très actif. Ces deux comités stratégiques ont permis de développer un système inédit de suivi destiné à contrôler la mise en œuvre des engagements et à évaluer régulièrement l'évolution du marché.

L'Algérie au cœur de l'action de coordination au sein de l'Opep+

Grâce à cette organisation établie, cette alliance a démontré à plusieurs reprises son importance et son rôle décisif, notamment lors de crise mondiale provoquée par la pandémie de Covid-19 en 2020, marquée par un effondrement historique de la demande et des tensions exceptionnelles sur les capacités de stockage. Pour faire face à ce choc majeur, l'Opep+ avait procédé à des ajustements sans précédent prouvant ainsi les capacités du mécanismes de coopération mis en place et la portée de l'action fondée sur l'évaluation régulière de l'offre, de la demande et des incertitudes pesant sur le marché. Dix ans après la signature de cet Accord, l'Algérie reste toujours un acteur majeur et très actif sur le terrain pour contribuer à sa consolidation et sa mise en

œuvre. Elle continue à ce jour de jouer un rôle important dans la coordination des ajustements de production, à travers sa participation au groupe des sept pays disposant de capacités d'ajustement volontaire de leur production, aux côtés de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan et d'Oman. Pour faire face aux fluctuations des prix, l'Algérie a maintenu son attachement au dialogue entre l'Opep et ses alliés, privilégiant une approche basée sur une évaluation régulière des conditions du marché avant toute décision collective. Dans un environnement international soumis à l'incertitude et à la persistance de facteurs géopolitiques susceptibles d'affecter les flux énergétiques, l'Algérie a toujours plaidé pour la coopération et l'action commune au sein de l'Opep+. En 2025-2026, l'engagement de l'Algérie dans l'Opep+ se veut une continuité de cette trajectoire. Le pays participe activement aux consultations et aux mécanismes de coordination et demeure attaché au respect des décisions collectives. C'est une implication qui s'est notamment affirmée à travers sa participation au groupe des sept pays disposant de capacités d'ajustement volontaire de leur production, aux côtés de l'Arabie saoudite, de la Russie, de l'Irak, du Koweït, du Kazakhstan et d'Oman. En septembre 2026, ces sept pays continuent de jouer un rôle central dans la coordination des ajustements de production, illustrant une approche prudente, progressive et fondée sur une évaluation régulière des conditions du marché.

APS

HYDROCARBURES

L'UE ouverte à un report de sa loi contre le méthane

L'Union européenne (UE) a ouvert la voie, vendredi, à un report d'un an de sa législation contre le méthane en raison de risques encourus sur les approvisionnements en hydrocarbures. "J'ai demandé à mes services d'examiner les possibilités de reporter d'un an la partie de la législation (sur le méthane) concernant les importations"

d'hydrocarbures, a expliqué le commissaire européen à l'énergie Dan Jorgensen, dans une déclaration à la presse. Dan Jorgensen justifie ce report éventuel par le contexte d'un "hiver potentiellement très difficile, compte tenu des incertitudes entourant la situation dans le détroit d'Ormuz et des prix de l'énergie". Plusieurs pays européens ont

déjà réclamé le report d'un an de cette loi sur le méthane adoptée par l'UE en 2024. En vertu de cette loi, les importateurs de gaz et de pétrole dans l'UE doivent surveiller et déclarer à partir de janvier 2027 les émissions de méthane associées à leurs approvisionnements, afin de limiter les fuites. Ce texte est contesté par une série de pays, en particulier des

producteurs d'hydrocarbures, qui y voient une contrainte et affirment qu'elle risque de provoquer une réduction de leurs exportations. La Commission européenne avait déjà assoupli ce règlement en juillet en renonçant pendant trois ans aux amendes auxquelles s'exposaient les entreprises d'hydrocarbures en cas de non-respect des règles.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Saidal relance une unité dédiée aux matières premières pour antibiotiques

Le groupe Saidal a procédé, jeudi, à la remise en service d'une de ses unités dans la wilaya de Médéa, en prévision du lancement de la production de matières premières utilisées dans la fabrication d'antibiotiques, indique un communiqué du ministère de l'Industrie pharmaceutique.

La remise en service de cette unité spécialisée dans la distillation des solvants, sous la supervision du Directeur général du groupe, Younes Bouarara, intervient après plus de 20 années d'arrêt, précise le communiqué. L'unité a officiellement entamé la distillation de l'acétate de butyle, une

"étape très importante" en prévision du lancement effectif de la production de la matière première destinée à la fabrication de la pénicilline G et de ses dérivés. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur de l'industrie pharmaceutique visant à renforcer les

capacités nationales de production des matières premières destinées à l'industrie pharmaceutique, souligne la même source, ajoutant que "cette étape stratégique contribuera largement à garantir la souveraineté sanitaire et à réduire la facture des importations".

R E.